

ADRESSES

internationalisme et démocr@tie

N° 0 – 23 janvier 2024



LISTE DES ADRESSES

Adresse inaugur@le pour une revue 3

ADRESSE 1

Pour une gauche démocratique et internationaliste 5
Ben Gidley, Daniel Mang, Daniel Randall

ADRESSE 2

Rivalité entre les États-Unis et la Chine, « coopération antagoniste »
et anti-impérialisme au 21^e siècle 17
Entretien de Federico Fuentes avec Promise Li

ADRESSE 3

Lutter contre l'impérialisme multipolaire 28
Promise Li

ADRESSE 4

Multipolarité : une doctrine au service des autoritarismes 36
Kavita Krishna

ADRESSE 5

L'Ukraine prisonnière de l'enchevêtrement des impérialismes:
pistes pour un internationalisme socialiste 42
Promise Li

ON EN PARLAIT DÉJÀ HIER

ADRESSE 6

Pour un renouvellement du socialisme 50
Victor Serge

AVERTISSEMENT

Cette revue en devenir n'a pas (encore) de comité de rédaction. Vous ne trouverez donc pas les noms des un·es et des autres, en particulier pour éviter que l'attention ne se porte prioritairement sur les noms et/ou sur les parcours passés. C'est à travers le projet évoqué dans l'«adresse inaugurale» et sur le choix des six articles publiés dans cette esquisse que nous souhaitons nous présenter. En effet, si la résurgence des campismes conduit la pensée émancipatrice dans une impasse, celle-ci est à un carrefour et il ne faudrait pas que les panneaux de signalisation qui n'indiquent que les trajets déjà parcourus nous empêchent de trouver les chemins à explorer et à emprunter ensemble.

Pour nous écrire : Adresses.la.revue@gmail.com

Adresse inaugu@le pour une revue

C'était il y a longtemps

Les tambours de guerre du FNL vietnamien annonçaient une incroyable nouvelle : les envahisseurs n'étaient pas invincibles. Partout, ou presque, les campus s'enflammaient, l'insubordination ouvrière se répandait comme une traînée de poudre, le vieux monde était bousculé, Paris, Mexico, Berlin, Berkeley, Turin et Prague ne faisaient plus qu'un.

3 La jeunesse, celle des facs et celle des usines, secouait la vieille société, les hiérarchies, les pouvoirs de droit divin, la propriété inaliénable, le patriarcat, les bureaucraties prédatrices et liberticides. Les murs prenaient la parole et les barricades ouvraient des voies insoupçonnées.

Désordre climatique dans le monde de Yalta, le cycle des saisons en fut perturbé. Le printemps fut tchécoslovaque et, en France, Mai dura jusqu'en juin. En Italie, Mai fut rampant et l'automne chaud. Dans les années qui suivirent, tout avait semblé possible à Santiago et à Lisbonne qui s'était couvert d'œillets.

Le fond de l'air était rouge et le souffle long de la révolution mit à mal la propriété privée des moyens de production, la morale établie, les rapports sociaux sexués, les divisions ethniques et les partis uniques. Il y eut de la contestation et de la subversion, des grèves et des conseils ouvriers, des expropriations et de l'autogestion, des livrets militaires brûlés, des batailles pour les droits civiques, des combats pour l'égalité et la libération des femmes, l'émergence nouvelle de l'écologie et, à une échelle inconnue jusque-là, d'un raz-de-marée féministe. Les libertés inabouties ou trahies étaient à portée de main et la chienlit éclaboussait les pères fouettards et les gardes-chiourmes.

Le monde pouvait changer de base : il apparaissait désormais possible de se

réapproprier le contrôle des mécanismes de la vie en société. La démocratie pouvait être sans bornes et ne plus s'arrêter ni à la porte des entreprises ni aux frontières pas plus que dans les quartiers et les relations entre les peuples.

C'est aujourd'hui

Le monde a changé. Le printemps fut brisé à Prague et à Santiago, étouffé à Lisbonne. Un silence de mort est retombé sur la place Tiananmen. Mais le Mur de la prison « soviétique » s'est effondré libérant à la fois un espace pour la liberté et un continent entier aux prédateurs. L'emprise des multinationales sur le monde ne connaît plus guère de limites. Les impérialismes ont désormais de nombreux visages. De même que la barbarie. La planète brûle des prédatations que la civilisation capitaliste lui inflige. Le monde est lourd du péril de la guerre de tous contre tous. Le fond de l'air est sombre, parfois même brun. Les fascismes du 21^e siècle ne portent pas que des chemises noires.

Demain est pourtant déjà commencé

Cela fait plus d'un demi-siècle que d'aucuns avaient annoncé que la « civilisation était à un carrefour ». Il fallait choisir un itinéraire qui passait par des politiques démocratiques qui mettent au service du plus grand nombre ce que permettaient les progrès sociaux, culturels, scientifiques, technologiques et humains. Les chars russes, ceux qui pensaient que le bilan était « globalement positif », ceux qui se sont adaptés et accommodés et bien sûr ceux qui étaient partisans de la liberté du renard dans le poulailler en ont décidé autrement.

La civilisation est désormais au bord du gouffre: les forces du capital, celles des impérialismes et des sous-impérialismes, celles des barbaries et celles des fascismes sont à l'offensive sur la planète. Une planète qui brûle.

Quant aux forces émancipatrices, elles ont souvent fait, en partie, ce qu'elles ont pu mais elles se sont également souvent égarées dans diverses impasses dont les noms figurent sur les cartes comme autant d'obstacles à éviter: «campisme», «avant-gardisme», «substitutisme», «étatisme», «sectarisme», «autoritarisme», «relativisme» et bien d'autres encore.

Alors oui, il faut en sortir. D'où l'idée d'une revue

Une de plus, direz-vous. C'est vrai. Cependant son titre se veut un clin d'œil à l'Association internationale des travailleurs de Marx et Bakounine et un appel à la mise en place d'un outil international et internationaliste de réflexion, de partage et d'échanges.

Le projet que vous avez sous les yeux paraissait dans divers tiroirs. Il attendait un déclic. Celui-ci est venu d'outre-Atlantique avec le texte «Pour une gauche démocratique et internationaliste» rédigé par Ben Gidley, Daniel Mang et Daniel Randall, que nous avons été plusieurs à signer en répondant ainsi à leur appel et que nous publions en page 5 de ce numéro 00. C'est un texte qui met les pieds dans le plat et qui appelle au renouvellement des pratiques et des idées afin de rester fidèles à ce pour quoi nous combattons depuis des décennies: nous sommes attachés à une vision et à une pratique révolutionnaire où la démocratie, l'auto-organisation, l'autogouvernement – sous toutes leurs formes – sont au cœur du projet. Non la démocratie comme abstraction mais la démocratie comme objectif. Non l'internationalisme comme abstraction mais l'internationalisme comme pratique.

L'ambition est claire: faire renaître la capacité à discuter et à élaborer ensemble pour que s'ouvre – à la lumière de nos expériences multiples qui se sont souvent frottées les unes aux autres – une large discussion pour faire de la révolution une utopie concrète, pour permettre des synthèses,

pour conserver et transmettre la mémoire des luttes, des expériences, des révolutions, pour contribuer à la socialisation des opprimés et des exploités.

Alors oui, une revue mondiale qui mette en place les conditions d'un échange mondial et qui donne accès «au plus grand nombre» à l'archipel des articles et des textes participant de cette recherche d'une issue à la crise du projet émancipateur.

Une revue pour explorer l'internationalisme et la démocratie

Sa «base politique» sera articulée autour des thématiques suivantes: émancipation du travail, autogouvernement, autodétermination, autogestion, auto-organisation, féminisme et genre, révolution, renversement/dépassement du capitalisme, alternatives, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, démocratie socialiste, reconversion industrielle pour une production socialement utile et écologiquement soutenable, refus du campisme et lutte contre tous les impérialismes et sous-impérialismes...

Une revue singulière composée de «cahiers» comportant des textes et articles piochés sur les sites et revues du monde, une sorte de plateforme, de *hub* où se croiseront les réflexions, selon un dispositif à construire et sans autres lignes directrices que de permettre l'échange et la lecture.

Une revue qui ne fera volontairement aucune concurrence aux publications papier ou internet existantes, bien au contraire, qui agira pour les mettre en synergie.

Une revue qui évitera les polémiques de seconde zone ou les textes étroitement politiques.

Un projet *ouvert en construction permanente*.

Pour une gauche démocratique et internationaliste

Ben Gidley, Daniel Mang, Daniel Randall

Une contribution au renouveau et à la transformation de la gauche. Cet appel à discussion a déjà rencontré un écho incontestable répondant à un besoin de clarifier nos positions et nos réflexions dans la confusion des derniers événements en Ukraine comme au Moyen-Orient. Ce texte a d'ores et déjà recueilli plus de 200 signatures de par le monde¹.

Cela fait maintenant plusieurs semaines que nous assistons, horrifié·es, jour après jour, à l'augmentation du nombre de victimes civiles à Gaza. Nous sommes consterné·es et indigné·es par la punition collective infligée aux habitants·e de Gaza par les forces de défense israéliennes, par la violence croissante des colons en Cisjordanie et par la répression exercée par l'État et les foules de droite à l'encontre des citoyen·nes palestinien·nes d'Israël. Aux États-Unis, en Europe, en Inde et ailleurs, l'activisme palestinien dans son ensemble est diabolisé par de nombreux politiciens et une grande partie des médias et, dans certains cas, criminalisé par l'État. La plupart des reportages occidentaux sur Israël/Palestine sont imprégnés de racisme civilisationnel, présentant souvent les Israélien·nes comme des personnes modernes, occidentales et civilisées, dont la souffrance est en quelque sorte plus réelle et plus importante que celle des Palestinien·se. La déshumanisation raciste des musulmans·e et des Arabes contribue à la souffrance des Palestinien·nes.

Dans ce contexte, il est compréhensible que l'on veuille se concentrer uniquement sur l'immédiat. On peut avoir l'impression que ce n'est pas le bon moment pour parler de ce qui ne va pas dans l'activisme de la

gauche en Israël/Palestine, et de la gauche en général.

Mais nous pensons que face à la crise, l'auto-réflexion est plus, et non moins, importante. C'est maintenant, et non plus tard, que nous devons réfléchir de manière critique à la question de savoir si les perspectives dominantes dans nos mouvements, au sens large, sont les bonnes pour obtenir des changements.

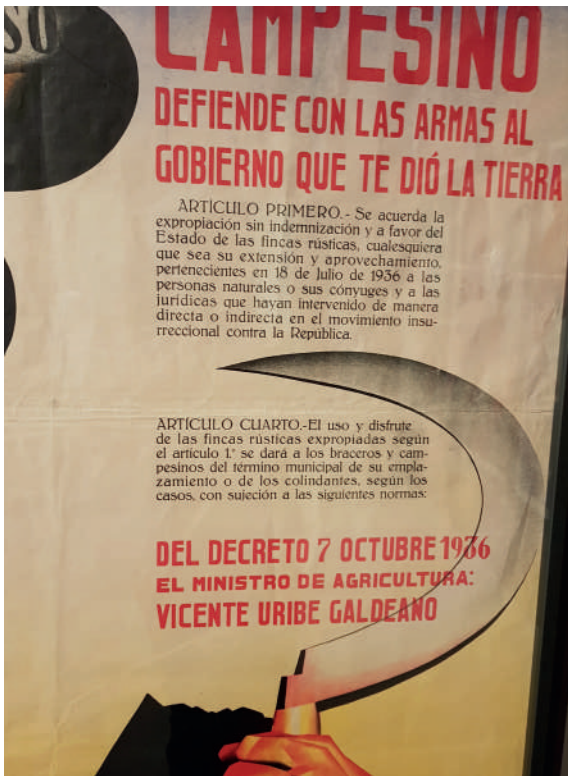
Beaucoup de ce qui se dit et se croit à gauche sur l'impérialisme et l'anti-impérialisme, le nationalisme et l'internationalisme, le racisme, l'islamisme et bien d'autres sujets, est, à nos yeux, profondément erroné et parfois réactionnaire.

Trop de gesn de gauche ont défendu ou même célébré le massacre du 7 octobre perpétré par le Hamas et le Jihad islamique dans le sud d'Israël. Il s'agit là, selon nous, d'une expression de ces analyses erronées et de ces tendances réactionnaires.

Nous sommes des militant·es et des organisateurs et des organisatrices de gauche de longue date. Dans ce texte, nous voulons nous engager dans les débats de la gauche et, par ce biais, faire savoir à celles et ceux qui ressentent la même chose que nous qu'elles et ils ne sont pas seul·es. C'est aussi une invitation aux autres forces de gauche à nous rejoindre pour prendre position contre l'antisémitisme, l'antiracisme tronqué, le campisme, le nationalisme, les accommodements avec l'islamisme et d'autres alliances gauche-droite. Nous écrivons dans l'espoir qu'une meilleure gauche internationaliste est possible.

Le but de notre critique n'est pas de tempérer le soutien de la gauche aux droits et à la liberté des Palestinien·nes, mais de ré-ancrer ce soutien dans un projet démocratique, internationaliste de base, et donc

1. Pour signer: contact@leftrenewal.net.



véritablement universaliste. Nous voulons une gauche qui lutte plus efficacement non seulement pour les droits des Palestinien·nes, mais aussi pour la démocratie, l'égalité et la liberté pour tous.

Alors que de nombreuses images provenant des frontières de Gaza le 7 octobre montraient des civil·es franchissant des clôtures, en milieu de matinée, il était clair que le Hamas et ses alliés avaient brutalement assassiné un grand nombre de civil·es non armé·es et en avaient kidnappé d'autres. Les victimes étaient âgées et jeunes, et comprenaient des survivant·es de l'Holocauste, des travailleurs et des travailleuses agricoles migrant·es et des Arabes bédouin·es. Il existe des preuves évidentes de torture et de violence sexuelle extrême. L'ampleur et la brutalité des attaques ont provoqué des vagues de peur et de traumatisme non seulement dans la société israélienne, mais aussi dans toute la diaspora juive mondiale, à une époque où la plupart des Juifs et des Juives - sionistes ou non - ont des liens multiples avec Israël. Le massacre du 7 octobre et les attaques à la roquette contre des civil·es israélien·nes sont des actes d'une cruauté sans nom qui causent une profonde douleur aux Juifs et Juives d'Israël et de la diaspora.

Mais l'apologie par une grande partie de l'extrême gauche de la violence du Hamas contre les civil·es révèle non seulement un manque de compassion humaine élémentaire, mais aussi une évaluation erronée du Hamas en tant que force politique. Le Hamas n'est pas simplement l'expression abstraite d'une «résistance» à Israël. Il mène ses actions dans la poursuite de ses propres objectifs politiques - des objectifs qui sont fondamentalement réactionnaires. Éluder ces objectifs sur la base d'un soutien inconditionnel à la «résistance» (quelle qu'elle soit) revient à nier l'action palestinienne, à réduire les Palestinien·nes à une simple force réactive, incapable de faire des choix politiques. S'opposer au Hamas ne consiste pas à «dire aux Palestinien·nes comment résister», mais à se ranger du côté des Palestinien·nes qui s'opposent également au Hamas et prônent une véritable résistance, sur une base politique différente.

Les actions du Hamas ont été suivies d'une réponse massive de l'État israélien - comme le Hamas savait que ce serait le cas, et comptait d'ailleurs sur cette réponse. Nous le répétons: nous sommes consterné·es et opposé·es aux attaques de l'État israélien contre la vie civile et les infrastructures à Gaza, au déplacement des populations palestiniennes,

au langage déshumanisant et aux propositions de nettoyage ethnique des politiciens israéliens, aux plans de colonisation de Gaza et à la violence des colons et des forces de sécurité israéliennes contre les Palestinien·nes en Cisjordanie. Nous soutenons la lutte pour les droits des Palestiniens·ne et nous nous opposons à la violence et à l'occupation de l'État israélien.

Mais pour que nos mouvements soient efficaces dans la poursuite de leurs objectifs démocratiques et émancipateurs, il faut qu'il y ait un espace pour la réflexion et la critique des impulsions au sein de la politique de gauche qui vont à l'encontre de ces objectifs.

Reconnaître et mettre l'accent sur la souffrance actuelle des Palestinien·nes ne signifie pas que nous ne pouvons pas aussi réfléchir sérieusement à ce qui pourrait être erroné dans de nombreuses réactions de la gauche au 7 octobre, et plus largement dans les perspectives de la gauche.

Dans le sillage des attentats, les incidents antisémites – y compris les attaques violentes ainsi que les incidents de harcèlement en ligne et en personne – se sont multipliés dans le monde entier. Le discours antisémite s'est propagé de manière virale sur les médias sociaux et dans les rues. Le racisme anti-musulman a également augmenté de façon spectaculaire. L'extrême droite a profité du conflit pour atteindre de nouveaux publics, parmi les partisans et les adversaires d'Israël. La polarisation et la division croissantes ont contribué à déshumaniser non seulement les Israélien·nes et les Palestinien·nes, mais aussi les Juifs/Juives, les Musulman·es et les Arabes du monde entier, et à approfondir une culture de la compétition à somme nulle entre victimes au lieu de la solidarité.

Nous nous opposons aux tentatives de rejeter, de diaboliser ou même de criminaliser tout activisme de solidarité avec la Palestine en raison de la présence d'antisémitisme au sein du mouvement et de la gauche en général – néanmoins, une confrontation avec l'antisémitisme reste nécessaire.

Il ne s'agit pas d'une question de relations publiques ou d'«optique». La raison pour laquelle il faut affronter l'antisémitisme lorsqu'il apparaît à gauche n'est pas qu'il donne une mauvaise image de la cause de la solidarité avec la Palestine. C'est que la présence de perspectives réactionnaires et

conspirationnistes dans nos mouvements, même sous des formes codées ou de manière marginale, risque de rendre toxique notre politique.

Où la gauche s'est-elle trompée ?

Pourquoi est-il si difficile pour une grande partie de la gauche de prendre l'humanité fondamentale et la souffrance traumatique des civil·es – y compris des citoyen·nes israélien·nes – comme point de départ cohérent ? Pourquoi certain·es ont-ils été incapables de condamner un massacre sans le relativiser au point de le rendre insignifiant ou de le contextualiser au point de le rendre insignifiant ? Pourquoi la solidarité des forces de gauche avec les victimes de l'oppression semble-t-elle parfois conditionnée par l'alignement géopolitique de l'État qui les opprime ? Pourquoi une grande partie de la gauche lutte-t-elle pour identifier et résister à l'antisémitisme dans ses rangs ?

Il n'y a pas de réponse simple et unique à ces questions, mais nous pensons que commencer à y répondre est une étape essentielle dans le renouveau de la gauche. Nous proposons ici notre analyse de ce que nous considérons comme certains des problèmes les plus importants.

Fétichisation d'Israël/Palestine

Israël/Palestine est devenu le drame moral central pour une grande partie de la gauche contemporaine, de la même manière que l'Afrique du Sud l'était pour de nombreuses personnes de la génération précédente.

Certains reportages et commentaires grand public utilisent un cadre orientaliste pour décrire l'ensemble de la région, dépeignant les Arabes comme barbares et prémodernes, par opposition à Israël, qui est généralement dépeint comme une démocratie libérale moderne.

Dans le même temps, les médias grand public et de gauche accordent beaucoup plus d'attention à la Palestine et à Israël qu'à la Syrie, au Kurdistan, au Soudan, à l'Éthiopie, à la RDC, au Sri Lanka, au Myanmar ou à tout autre point chaud dans lequel des États militaristes (ou des acteurs non étatiques)

oppriment des minorités nationales et ethniques, ou commettent des massacres.

Il ne s'agit pas d'établir une hiérarchie politique ou morale des oppressions mondiales, ni de répartir l'attention et l'activité en fonction de celle qui entraîne le plus de souffrance. La solidarité avec les Palestinien·nes devrait plutôt découler d'un engagement en faveur des droits universels, qui devrait également inciter à la solidarité avec toutes les autres luttes contre l'oppression.

-En fétichisant Israël/Palestine, en romançant et en idéalisant la lutte des Palestinien·nes, les gauchistes reflètent la déshumanisation des Palestinien·nes par le courant dominant. L'effet de cette fétichisation gauchiste d'Israël/Palestine est de faire des Palestinien·nes et des Juifs/Juives israélien·nes des avatars transcendants pour des récits politiques, plutôt que des humains en chair et en os, capables d'un éventail de réponses à leurs conditions et à leurs expériences.

L'analphabétisme historique

Malgré le caractère central de la cause palestinienne pour la gauche contemporaine, le niveau de compréhension de l'histoire de la région et du conflit est souvent faible.

Une grande partie de la gauche a transformé des concepts potentiellement utiles tels que le « colonialisme » en outils d'analyse et en substituts d'analyse. L'application simpliste de ces étiquettes permet aux militants d'éviter de se confronter à la complexité. La diversité historique interne du sionisme, sa relation ambivalente avec divers impérialismes et les différentes histoires de déplacements qui ont conduit la migration juive de divers pays vers Israël sont souvent mal comprises.

Le processus de formation de la nation juive israélienne s'est accompagné d'une colonisation qui a entraîné le déplacement d'un grand nombre d'habitant·es, y compris par le biais de crimes de guerre et d'expulsions. Il s'agissait également d'un processus de fuite désespérée de la part de personnes qui avaient elles-mêmes été victimes de violences racistes et de tentatives d'extermination. Les Palestinien·nes sont, selon l'expression d'Edward Saïd, « les victimes des victimes et les réfugié·es des réfugié·es ». Les Juifs et les Juives israélien·nes sont loin

d'être les seul·es à s'être consolidé·es en tant que nation et à avoir fondé un État sur une base qui incluait la dépossession violente des habitant·es d'un territoire.

L'intérêt d'affronter cette histoire dans son intégralité, avec toute sa complexité et ses tensions, n'est pas de minimiser les injustices subies par les Palestinien·nes lors de la création d'Israël ou depuis lors. Mais ne pas affronter l'histoire dans son intégralité ne sert ni la compréhension ni les efforts pour développer et soutenir les luttes pour l'égalité.

Une meilleure connaissance de l'histoire, ainsi qu'une prise en compte plus engagée des aspects pratiques de l'État unique, des deux États et des autres « solutions » possibles au conflit, permettraient de renouveler le mouvement de solidarité.

Politique syncrétique

L'une des principales tendances de la politique contemporaine, dans le sillage de l'effondrement des mouvements syndicaux de masse, est la montée de formes syncrétiques de politique, s'appuyant sur des traditions politiques disparates – ce que l'on appelle parfois la politique rouge/brune, le diagonalisme ou le confusionnisme. Certaines parties de la gauche ont conclu des alliances dangereuses avec des forces d'extrême droite. Qu'il s'agisse d'orateurs d'extrême droite lors de rassemblements anti-guerre, d'anciens gauchistes rejoignant les manifestations de blocage de Covid, de vloggers anti-impérialistes accueillant des invités paléoconservateurs ou de chanteurs folkloriques anarchistes promouvant les négationnistes, la période récente a été marquée par des collaborations politiques alarmantes. Ces mouvements naissent ou se développent parfois à partir de l'extrême droite qui tente de se vendre à la gauche. L'antisémitisme liant souvent des éléments disparates au sein de formations syncrétiques, ces tendances peuvent être politiquement toxiques lorsqu'elles se manifestent dans l'activisme de solidarité avec la Palestine.

Le campisme

Partout dans le monde, nous assistons à des luttes pour le changement démocratique et pour obtenir davantage de droits et d'égalité. Mais ces luttes se heurtent de plus



en plus à des affirmations selon lesquelles ces principes représentent l'hégémonie d'une «élite libérale occidentale» et de son «ordre mondial unipolaire», plutôt que des aspirations et des droits humains universels.

Les régimes autoritaires et oppressifs prétendent que les efforts visant à les rendre responsables de ces principes ne sont que des tentatives de protéger l'hégémonie unipolaire de l'Occident. Ces régimes se présentent comme les leaders d'un monde «multipolaire» émergent où de multiples régimes autoritaires seront libres de définir la «démocratie» selon leur propre image antidémocratique.

De même, alors que les mouvements racistes, patriarcaux et autoritaires de l'Occident se présentent comme les voix des peuples authentiques et enracinés contre les élites «mondialistes», dans les anciennes colonies occidentales, ils se présentent comme la majorité «décoloniale» contre l'hégémonie des «élites occidentalisées».

Souvent, la gauche ne reconnaît même pas cette dynamique. Pire, certain·es de ses membres amplifient son (faux) postulat: les forces et les régimes tyranniques, autoritaires et réactionnaires représentent une résistance progressive à l'«impérialisme occidental». Leur préoccupation pour la survie et la force de ces régimes «multipolaires» se fait au détriment d'une solidarité sans entrave, significative et cohérente pour la résistance à ces régimes.

L'impérialisme occidental est confronté à des alternatives réactionnaires: L'impérialisme russe, l'impérialisme chinois et l'impérialisme régional iranien, qui déploient souvent des forces paramilitaires par procuration telles que le Hezbollah et, dans une certaine mesure, le Hamas, et qui jouent un rôle contre-révolutionnaire dans le contexte de la vague de luttes de libération qui s'est levée en 2011. Les pétromonarchies de la péninsule arabique sont de plus en plus des puissances mondiales; d'autres puissances impériales ou sous-impériales régionales, telles que la Turquie expansionniste et interventionniste, sont également de plus en plus vigoureuses et ne sont certainement pas de simples États clients des États-Unis.

Face à ce moment, une gauche radicale qui a, pendant des années, prêché l'idée que tout ce qui nuit à l'impérialisme hégémonique (celui des États-Unis) et à ses alliés doit nécessairement être progressiste (une perspective connue sous le nom de «campisme» - prendre le parti d'un «camp» géopolitique plutôt que de poursuivre un projet authentiquement internationaliste) risque fort de s'effondrer en faisant l'apologie de ces alternatives réactionnaires. Cet «anti-impérialisme» campiste est aveugle au fait qu'en soutenant l'«axe de la résistance», il ne s'oppose pas à l'impérialisme mais se range du côté d'un pôle impérial rival dans un monde «multipolaire».

Au cours d'une période historique antérieure (qui a atteint son apogée pendant la



guerre froide), le pôle d'opposition aux États-Unis dans l'imagination de la gauche campiste était l'URSS (qui servait souvent non pas de guide, mais simplement de substitut à la possibilité d'une quelconque alternative). Mais après l'embargo pétrolier de l'OPEP en 1973 et la révolution iranienne de 1979, et surtout après la chute du bloc soviétique, ce rôle a été de plus en plus assumé par diverses configurations de l'«axe de la résistance», y compris la République islamique d'Iran et, avant longtemps, le Hamas.

La théorie du complot

Notre monde complexe et «multipolaire», la nature apparemment opaque des mécanismes de pouvoir et d'oppression, ainsi que les processus de fragmentation sociale, conduisent des personnes à chercher des réponses et des explications au-delà du «courant dominant». Les économies de plateforme qui monétisent la désinformation et facilitent le partage des mythes et des mensonges permettent d'accéder facilement aux

théories du complot qui semblent offrir de telles réponses et explications.

Les formes numériques fragmentées, rapides et actuelles de partage et d'acquisition des connaissances encouragent à la fois le cynisme face aux autorités «dominantes» et la crédulité envers les sources «alternatives», la joie de «démasquer» des vérités cachées et le désespoir face à la portée omnipotente de l'hégémon, ainsi que la recherche de liens entre des phénomènes disparates sans disposer des outils analytiques nécessaires pour en comprendre la signification. Les théories du complot mènent presque toujours à l'antisémitisme, qui fonctionne généralement comme une sorte de méta-théorie du complot.

L'antisémitisme est également souvent fusionné avec le sectarisme antimusulman dans l'imaginaire conspirationniste contemporain d'extrême droite, par le biais des théories du «Grand Remplacement» qui prétendent qu'il s'agit d'un complot fomenté par les «financiers mondialistes», notamment George Soros, pour parrainer l'immigration principalement musulmane dans les pays à majorité «blanche», afin de «remplacer» les populations «blanches».

L'antisémitisme comme pseudo-émancipation

Comme d'autres théories du complot, l'antisémitisme offre des réponses et des explications fausses et faciles dans un monde confus. Contrairement à de nombreux autres racismes, l'antisémitisme est souvent apparu comme un «coup de poing» : il peut attribuer à son objet un pouvoir, une richesse et une ruse presque infinis. En raison de son caractère pseudo-émancipateur, l'antisémitisme a souvent semblé radical. Mais il s'agit d'un pseudo-radicalisme : en identifiant les Juifs et les Juives comme l'élite cachée qui contrôle nos sociétés, il sert à rendre invisibles les véritables classes dirigeantes, à protéger les structures de pouvoir de la classe dirigeante et à détourner la colère contre l'injustice vers les Juifs et es Juives.

Comme l'affirme Moishe Postone, il s'agit souvent d'une «forme fétichisée d'anticapitalisme» : «Le pouvoir mystérieux du capital, qui est intangible, global, et qui bouleverse les nations, les régions et la vie des gens, est

attribué aux Juifs. La domination abstraite du capitalisme est personnifiée par les Juifs». Cet antisémitisme pseudo-émancipateur a une longue histoire, qui va des textes fondateurs des principaux courants du socialisme moderne aux congrès de la Deuxième Internationale, en passant par les syndicats et les partis ouvriers à l'époque des migrations massives d'Europe de l'Est et par les formes de fascisme du Nouvel Âge dans le mouvement vert. Il était présent, et contesté, au sein des partis de la révolution russe, et s'est exprimé dans l'idéologie nazie et stalinienne d'après-guerre, et par leurs héritier-es aujourd'hui, avec des financiers «cosmopolites» et «mondialistes» considérés comme un calamar vampire exploitant les travailleurs et les travailleuses productifs/productives, enraciné-es et autochtones. Mais il est aussi de plus en plus souvent lié à une vision «anti-impérialiste», dans laquelle il est considéré comme aspirant le sang des misérables de la terre dans le Sud.

Accommodement avec l'islamisme

Alors qu'une partie de la gauche (en particulier en Europe et aux Amériques, mais aussi dans d'autres régions du monde) a une longue histoire de racisme anti-musulman (qui est revenu sur le devant de la scène pendant la guerre en Syrie, lorsque des sections de la gauche ont utilisé le langage de la guerre contre le terrorisme pour diaboliser la révolution), dans la période qui a suivi la deuxième Intifada et le 11 septembre, la vision campiste du monde décrite ci-dessus a conduit de nombreuses et nombreux membres de la gauche à considérer l'islamisme comme une force progressiste, voire révolutionnaire, par rapport à l'impérialisme occidental hégémonique.

Il s'agit malheureusement d'un phénomène mondial. La plupart des gauchistes d'Asie du Sud-Ouest et d'Afrique du Nord (SWANA), confrontés plus directement aux politiques réactionnaires de l'islamisme que les forces de gauche d'autres régions du monde, ne se font pas de telles illusions, bien au contraire. Les forces de gauche extérieurs à la SWANA devraient les écouter.

L'islamisme englobe un certain nombre de courants différents. Le Hamas n'est pas EILL,

EILL n'est pas les Talibans, les Talibans ne sont pas le régime d'Erdoğan en Turquie. Le Hamas lui-même englobe également différents courants. Il est important de comprendre ces distinctions. Mais elle ne doit pas aveugler la gauche à la réalité matérielle selon laquelle, au niveau du pouvoir social, les mouvements et régimes islamistes ont, à l'instar d'autres formes de religion fondamentaliste politisée, brutalisé les minorités religieuses, ethniques et sexuelles, les femmes, les dissident-es politiques et les mouvements progressistes.

Le racisme anti-juif est un élément persistant de l'idéologie islamiste, qui apparaît clairement dans l'ouvrage fondateur de Sayyid Qutb, «Notre lutte contre les Juifs» (1950), et dans le pacte du Hamas de 1988 (qui cite le célèbre faux anti-juif, les Protocoles des Sages de Sion). Les positions de l'islamisme sur Israël, le sionisme et les Juifs/Juives ne sont pas purement «politiques», explicables uniquement en termes de confrontation entre les Palestinien·nes et le sionisme/Israël, mais s'inscrivent dans une vision du monde antisémite plus large.

Bien qu'ils aient leurs propres perspectives et agendas, les mouvements islamistes doivent également être compris dans le contexte de la concurrence entre les puissances régionales dans un monde d'impérialismes concurrents: Les islamistes résistent souvent à l'impérialisme hégémonique au nom ou en alliance avec des impérialismes régionaux rivaux, comme celui de l'Iran. Dans le même temps, l'impérialisme américain et les puissances régionales qui lui sont alliées, comme Israël, ont parfois toléré ou encouragé les mouvements islamistes afin de saper d'autres forces.

Le fait de considérer les luttes de libération sur le genre et la sexualité comme étant d'une importance politique secondaire par rapport à d'autres questions, par exemple la lutte contre «l'ennemi principal» de «l'impérialisme américain», explique aussi en partie la volonté de nombreuses forces de gauche de blanchir, de mettre en sourdine leurs critiques ou même de proposer des alliances avec des mouvements qui, comme tous les mouvements fondamentalistes religieux, sont obsédés par une réglementation patriarcale, homophobe et transphobe du genre et de la sexualité.

L'abandon de l'analyse de classe

Le seul moteur possible d'une politique anticapitaliste authentiquement démocratique est la lutte consciente des exploité-es et des opprimé-es pour leur auto-émancipation. Les politiques de classe ont été mises à mal par des décennies de victoires néolibérales et de défaites du mouvement ouvrier. Mais l'abandon de l'accent mis sur l'action de la classe ouvrière et d'autres luttes démocratiques d'en bas a une histoire plus longue. Le siècle dernier est tragiquement rempli de cas où les forces de gauche ont remplacé l'action des exploité-es et des opprimé-es par celle des États staliniens et de diverses autres forces autoritaires.

De nombreuses et nombreux membres de forces de gauche, auto-défini, sont allé-es jusqu'à soutenir, parfois de manière plus « critique », parfois moins, des forces étatiques et non-étatiques qui ne se réclament même pas de la rhétorique et du symbolisme du socialisme : La Russie de Poutine, la Syrie d'Assad, la République islamique d'Iran et les forces paramilitaires islamistes telles que le Hamas et le Hezbollah.

Nous pensons que la montée des politiques syncrétiques, du campisme et de la théorie du complot, ainsi que l'incorporation croissante d'un antisémitisme pseudo-émancipateur, peuvent en partie être expliqués comme des symptômes de cet abandon par la gauche de la notion de classe et d'une analyse de la dynamique du capitalisme mondial.

Une grande partie de la politique de gauche de ces dernières décennies a été fondée non pas tant sur une lutte contre le capitalisme en tant que relation sociale, mais sur un rejet de « l'hégémonie américaine », de la « mondialisation », de la « finance » – ou parfois du « sionisme », considéré comme l'avant-garde de toutes ces forces. Cela a conduit de nombreuses personnes qui se considèrent comme des membres de forces de gauche à sympathiser avec des alternatives réactionnaires aux arrangements politiques et économiques actuels.

Dans le même temps, les formes tronquées d'anticapitalisme, qui se concentrent sur les maux moraux supposés du capital « financier » ou « improductif » – plutôt que sur

l'antagonisme objectif entre le capital et le travail – encouragent les critiques personnalisées des « élites mondialistes » et des « banquiers Rothschild », plutôt qu'un mouvement en faveur de l'abolition du capitalisme lui-même, par le biais d'une organisation collective et d'une lutte par le bas.

Un antiracisme tronqué

L'antiracisme mondial contemporain a été façonné par le contexte du 20^e siècle, dominé par les luttes contre le racisme anti-Noir, aux États-Unis et ailleurs, et contre l'impérialisme et le colonialisme occidentaux. Sa conception de la race est souvent simpliste et binaire, mal adaptée à la compréhension des lignes complexes de racialisation qui se croisent au 21^e siècle.

Les perspectives dominantes d'une grande partie de la pensée « décoloniale » offrent une vision manichéenne qui divise le monde en catégories d'« oppresseurs » et d'« opprimé-es », dans lesquelles s'inscrivent des nations et des ethnies entières.

Cette vision laisse la gauche mal équipée pour comprendre comment les différents racismes s'imbriquent les uns dans les autres – pourquoi les suprémacistes hindous en Inde soutiennent avec enthousiasme le nationalisme israélien, par exemple, ou pourquoi l'État chinois suprémaciste Han se présente comme un défenseur des droits des Palestiniennes tout en perpétrant une occupation coloniale et une répression de masse au nom d'une « guerre populaire contre la terreur » contre les musulman-es du Xinjiang/Turkestan oriental.

La gauche est mal équipée pour comprendre le racisme lorsqu'il n'est pas codé par couleur, comme c'est le cas pour le racisme des Européens de l'Ouest envers les Européens de l'Est « blancs mais pas tout à fait », ou le racisme russe envers les Ukrainiennes, ou encore le racisme anti-arménien.

L'antisémitisme, en particulier, ne s'inscrit pas parfaitement dans la vision du monde de cet antiracisme tronqué, qui considère les Juifs et les Juives comme « blanc-hes » et ne peut donc pas les comprendre comme des cibles du racisme. Cette perspective efface les Juifs et es Juives qui ne se présentent pas comme « blanc-hes » et passe à côté de la contingence et de la construction sociale

de la blancheur elle-même. L'intégration de certain-es Juifs/Juives dans la blancheur est réelle, mais elle est également inégale et, dans de nombreux cas, assez récente.

Cet antiracisme tronqué reflète l'anticapitalisme tronqué qui a marqué la gauche.

En bref, le renouveau de la gauche en tant que mouvement de solidarité internationale nécessite un antiracisme cohérent, un féminisme cohérent, un renouveau de la politique de classe, un renouveau de l'analyse du capitalisme mondial et le rejet de la vision campiste qui divise le monde en deux catégories bien distinctes, le bien et le mal.

Comment pouvons-nous transformer et renouveler la gauche ?

Nous proposons cette analyse comme une étape vers le renouveau de la gauche sur la base d'une politique authentiquement internationaliste et constamment démocratique. Il n'est pas toujours facile de s'attaquer aux idées réactionnaires dans nos propres rangs. Mais lorsque nous le faisons, nos mouvements gagnent, à chaque fois, à ce que des compréhensions plus profondes émergent. À quoi cela pourrait-il ressembler pour la gauche de commencer à faire cela ?

Une solidarité cohérente

En tant qu'internationalistes, notre point de départ devrait être la défense du droit universel aux droits démocratiques. Insister sur la solidarité avec les civil-es attaqués des deux côtés n'est pas une forme désinvolte d'équivalence morale ou d'argutie, mais un premier principe éthique. Une véritable solidarité cohérente ne signifie pas que l'on considère tout le monde comme identique et que l'on ignore les différences structurelles entre les victimes, mais que l'on reconnaît et que l'on respecte la différenciation.

La gauche devrait se préoccuper de tous les décès de civil-es, qu'ils soient causés par l'État juif ou par les États arabes, par les États du camp occidental ou par les États qui s'opposent à ce camp, ou encore par des acteurs non étatiques.

Les fins sont substantiellement conditionnées et préfigurées par les moyens ; une politique menée au moyen de massacres

aveugles de civil-es ne peut servir des fins émancipatrices.

Particulièrement problématiques sont les courants politiques qui centrent la souffrance palestinienne à Gaza mais qui sont restés silencieux - ou même enthousiastes - lorsque les Syrien·nes (y compris les Palestinien·nes syrien·nes) ont été massacrés par le gouvernement Assad et ses alliés (souvent justifiés par exactement la même rhétorique de guerre contre le terrorisme qu'Israël utilise parfois pour excuser le fait de cibler des civil-es) ou lorsque les Ouïghours et d'autres minorités ethniques principalement musulmanes sont confrontées à l'incarcération de masse, à la surveillance totale et à l'effacement culturel en Chine.

Centrer les voix et les expériences de la classe ouvrière, des progressistes et des forces de construction de la paix des deux côtés.

Un changement démocratique radical est impossible sans un organisme qui lutte consciemment et activement en sa faveur. Une gauche internationale qui concentre son énergie à encourager les forces réactionnaires ne contribue en rien au développement de cet organisme ; en fait, elle l'inhibe.

En Israël/Palestine, comme dans toute lutte internationale, une gauche véritablement



internationaliste et résolument démocratique devrait concentrer son activité sur l'écoute, l'engagement et le soutien pratique des forces qui, sur le terrain, s'organisent pour faire progresser la politique démocratique. Cela signifie qu'elle doit amplifier les voix des acteurs de terrain - féministes, militant·es queer, syndicalistes, militant·es écologistes - dans les sociétés israélienne et palestinienne, qui s'opposent à la violence perpétuelle de l'État et à la division raciste.

Critiquer les États ne signifie pas s'opposer aux droits fondamentaux de leur population

Les groupes nationaux dans leur ensemble bénéficient souvent des politiques de colonialisme et d'oppression des autres peuples menées par leurs États. Mais ces avantages ne sont pas uniformes et ne signifient pas non plus que toutes et tous les membres d'un peuple donné sont également complices des politiques de leur État ou qu'elles et ils ont le même pouvoir sur celles-ci.

La solidarité avec les Palestinien·nes ne doit pas signifier une hostilité radicale à l'égard des Juifs et des Juives israélien·nes en tant que peuple, ni s'opposer à leurs droits. La politique de gauche devrait viser à niveler par le haut et à égaliser les droits démocratiques, et non à les retirer à certain·es pour les «redistribuer» à d'autres.

Les Juifs et les Juives du monde entier - qui sont souvent lié·es de multiples façons à des personnes et à des lieux en Israël - se sentent attaqué·es lorsque les Israélien·ne en général sont pris pour cible. Pour soutenir les droits des Palestinien·nes, il faut identifier soigneusement l'État israélien - et ses appareils idéologiques - comme les auteurs de l'injustice, et non le peuple israélien dans son ensemble, considéré comme un bloc homogène et politiquement indifférencié.

Comprendre Israël dans le monde

L'antisémitisme attribue traditionnellement le pouvoir absolu aux Juifs/Juives. Lorsque cette attribution est appliquée à Israël, elle reste antisémite. Israël existe dans un monde complexe, liquide et «multipolaire»; c'est un État puissant, mais son

pouvoir est limité au sein du système mondial. Il n'est certainement pas le moteur de l'impérialisme mondial qu'on décrit parfois dans les récits des forces de gauche.

Beaucoup des choses pour lesquelles il est juste et nécessaire de critiquer Israël sont des choses qu'il a en commun avec beaucoup d'autres États dans le monde, y compris certains des pays où nous vivons nous-mêmes. Refuser de diaboliser Israël ou de le considérer comme totalement exceptionnel ne signifie pas se réconcilier avec ses politiques, mais plutôt situer ces politiques dans des tendances dont elles sont l'une des expressions, plutôt que la quintessence. Même la brutalité de l'ampleur de celle qu'Israël inflige aujourd'hui à la population de Gaza a un précédent direct récent, la guerre du régime Assad contre le peuple syrien.

Les courants de gauche qui critiquent le colonialisme israélien tout en faisant l'apologie du colonialisme russe en Ukraine font deux poids deux mesures. Nous invitons également les camarades à se demander si elleux-mêmes et leurs organisations utilisent le même type de langage et de registres émotionnels à propos, par exemple, de l'oppression des Kurdes par la Turquie ou de l'oppression des Tamouls par le Sri Lanka, qu'à propos de l'oppression des Palestiniens·ne par Israël. Si la réponse est négative, examinez l'impact et les implications politiques de cette exceptionnalisation.

Une approche critique du nationalisme

Les nations sont des constructions sociales qui fonctionnent en partie pour masquer les exploitations et les oppressions au sein de la nation, telles que la classe, le sexe, la race et autres, au nom d'un «intérêt national» unitaire. Notre objectif à long terme est une libre association de tous les êtres humains, c'est-à-dire un monde sans nations, dans lequel les identifications ethniques sont devenues secondaires. Cependant, il est difficile de concevoir le dépassement de la nation dans un monde où les personnes sont opprimées, occupées et parfois massacrées sur la base de leur appartenance nationale.

Les forces de gauche doivent prendre position contre l'oppression de personnes en raison de leur nationalité. Mais nous devons également reconnaître que tous les



nationalismes – y compris ceux des groupes actuellement opprimés – sont au moins potentiellement excluants et oppressifs. Soutenir le droit d'un peuple donné à défendre ou à gagner l'autodétermination ne signifie pas adopter son nationalisme par procuration. Une gauche internationaliste ne devrait pas brandir sans esprit critique un drapeau national, ni soutenir sans esprit critique un État ou un mouvement national.

La gauche doit soutenir le droit à l'autodétermination dans le cadre d'un programme d'égalité démocratique. Cela signifie qu'elle doit soutenir le droit de tous les peuples à l'autodétermination sur une base égale et s'opposer à tout programme visant à la domination d'un peuple sur un autre.

L'objectif du Hamas de remplacer la domination nationaliste juive par une domination nationaliste islamique – un État théocratique dans lequel les « usurpateurs » juifs seraient chassés – est réactionnaire. Le fait qu'il soit très improbable qu'ils atteignent cet objectif ne le rend pas plus soutenable du point de vue d'une politique démocratique et internationaliste.

Antiracisme inconditionnel

La raison pour laquelle il faut soutenir les victimes du racisme n'est pas seulement

la compassion pour les sentiments blessés des personnes – bien que la compassion soit préférable à l'insouciance insensible parfois affichée par la gauche. C'est aussi parce que les idées qui poussent au sectarisme empoisonnent les efforts pour faire avancer les luttes démocratiques.

Cela signifie que nous devons refuser de conditionner politiquement notre solidarité contre le racisme.

De même qu'il est erroné d'exiger des Palestinien·nes (ou d'autres Arabes ou musulman·es) qu'ils condamnent le Hamas avant d'avoir le droit de soutenir la lutte contre le racisme, il est erroné d'exiger des Israélien·nes ou des Juifs/Juives de la diaspora qu'ils fassent la preuve de leur pureté idéologique – qu'ils soient de « bons » Juifs et de « bonnes » Juives – avant de prendre au sérieux le sectarisme dont elles et ils sont victimes.

La solidarité contre le racisme n'exige pas l'approbation de la politique dominante de la personne ou du groupe victime. Mais elle exige que l'opposition au racisme et aux autres sectarismes soit inconditionnelle, même si les membres du groupe ciblé peuvent avoir des opinions réactionnaires.

La gauche peut et doit s'opposer inconditionnellement au sectarisme anti-palestinien

et anti-musulman sans approuver le Hamas; elle peut et doit s'opposer inconditionnellement à l'antisémitisme sans approuver le chauvinisme israélien.

Ne pas promouvoir de faux amis.

Une caractéristique particulière de la crise actuelle et de ses répliques mondiales est que les militant·es d'extrême droite (y compris les fascistes purs et durs et les nazis au sens propre) utilisent cyniquement la solidarité avec la Palestine pour promouvoir l'antisémitisme. Un petit nombre de militant·es d'extrême droite se joignent aux marches anti-israéliennes. Un grand nombre d'utilisateurs et d'utilisatrices pro-palestinien·nes des médias sociaux amplifient les désinfluençeurs d'extrême droite qui se sont insérés dans le discours, souvent soutenus par les réseaux d'influence de l'État russe et iranien. Dans les semaines qui ont suivi le 7 octobre, des comptes tels que Jackson Hinkle (défenseur du «communisme MAGA») et Anastasia Loupis (militante de droite contre la vaccination) ont accumulé des millions de followers parmi les utilisateurs et les utilisatrices hostiles à Israël grâce à leurs posts viraux (dont beaucoup contiennent de fausses histoires) sur le conflit.

D'autre part, l'extrême droite n'est pas homogène et les militant·es islamophobes d'extrême droite, dont beaucoup se révèlent elleux-mêmes antisémites en grattant un peu, utilisent cyniquement la peur des Juifs/Juives et l'indignation générale face au terrorisme du Hamas pour promouvoir l'hostilité antimusulmane et blanchir leur réputation raciste. Nous devons dénoncer et marginaliser ces mauvais acteurs. Nous devons tracer des lignes claires. Nous ne devons pas permettre que la souffrance juive et palestinienne soit instrumentalisée par des entrepreneurs politiques. Tous les groupes qui offrent une plate-forme active aux orateurs nazis, fascistes et apparentés doivent être traités de la même manière que ceux qui soutiennent le séparatisme blanc.

Conclusion

Nous avons rédigé ce texte comme une critique d'un sens commun qui est devenu prédominant dans une grande partie de la gauche. Il s'agit d'une critique de la gauche et pour la gauche.

En tant que militant·es et organisateurs de gauche, nous ne considérons pas les tendances que nous décrivons comme des conséquences inévitables des principes fondamentaux de la gauche. Nous considérons qu'elles résultent de la déformation et de l'abandon de ces principes.

Nous accueillons volontiers d'autres cosignataires, y compris celles et ceux qui souhaitent approuver certaines parties du texte et pas d'autres, ainsi que des réponses critiques. Compte tenu du contexte, nous souhaitons tout particulièrement recevoir des réponses, y compris des réponses critiques, de la part de membres de la gauche palestinien·nes et israélien·nes. Nous espérons que ce texte pourra contribuer à un débat plus large sur la manière de transformer et de renouveler la gauche.

Nous considérons cet effort de renouvellement et de transformation comme une tâche nécessaire pour quiconque ne souhaite pas exclure la possibilité d'un changement systémique. Nous nous réjouissons de l'engagement de toute personne qui souhaite un tel changement et qui comprend que, pour être un instrument efficace pour y parvenir, la gauche doit se changer elle-même.

10 décembre 2023



Rivalité entre les États-Unis et la Chine, « coopération antagoniste » et anti-impérialisme au 21^e siècle

Entretien de Federico Fuentes avec Promise Li

Federico Fuentes

Au cours du siècle précédent, nous avons vu le terme d'impérialisme utilisé pour définir différentes situations et, à d'autres moments, être remplacé par des concepts tels que la mondialisation et l'hégémonie. Dans ces conditions, quelle valeur conserve le concept d'impérialisme et comment le définir? Et en définissant l'impérialisme, dans quelle mesure les écrits de Lénine sur le sujet restent-ils pertinents? Le cas échéant, quels sont les éléments qui ont été remplacés par des développements ultérieurs?

Promise Li

Le concept d'impérialisme, en particulier tel qu'il a été théorisé par les marxistes classiques, est certainement toujours utile pour nous aujourd'hui, mais nous devons actualiser et calibrer leurs analyses en fonction des conditions contemporaines. L'observation de Lénine selon laquelle «l'un des traits caractéristiques de l'impérialisme est le capital financier¹» sonne juste, peut-être encore plus aujourd'hui qu'à son époque avec l'expansion massive du capital financier. Plus important encore, l'impérialisme mondial reste une formation volatile - il ne s'agit pas d'une «coopération pacifique» entre capitalistes, comme Karl Kautsky s'est risqué de dire, mais d'une «rivalité entre plusieurs grandes

puissances en quête d'hégémonie», comme l'a décrit Lénine.

Lénine a écrit que «la définition la plus brève possible de l'impérialisme» est «le stade monopoliste du capitalisme». Si cela représente un stade avancé du capitalisme qui a commencé à son époque, alors nous vivons actuellement les stades avancés de ce stade avancé. Les monopoles n'ont fait que s'étendre et devenir de plus en plus dévorants. Les capitalistes trouvent des moyens encore plus complexes de fusionner et de s'associer, qu'il s'agisse d'institutions multilatérales telles que le Fonds monétaire international ou de «propriétaires universels» tels que BlackRock et Vanguard, qui détiennent des parts majoritaires dans des partenariats dirigés par l'État ou des partenariats public-privé associés à des pays appartenant à des blocs géopolitiques prétendument rivaux. Lénine décrit également comment «les monopoles, issus de la libre concurrence, n'éliminent pas cette dernière, mais existent au-dessus et à côté d'elle, et donnent ainsi naissance à un certain nombre d'antagonismes, de frictions et de conflits très aigus et très intenses». Cette contradiction entre monopoles et concurrence n'a fait que s'accroître avec la montée de la multipolarité.

Ainsi, l'avènement d'une nouvelle ère de rivalité interimpérialiste est loin d'être linéaire et ne perturbe pas clairement l'hégémonie impériale du capital occidental. À cet égard, je pense que nous n'accordons pas suffisamment d'attention aux autres théories marxistes classiques de l'impérialisme, au-delà de Lénine. Bien que rudimentaire,

1. V. I. Lénine (1916), *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, «IX. La critique de l'impérialisme», www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/vlimper/vlmp9.htm.



la formulation de l'impérialisme de Rosa Luxemburg comprend correctement l'impérialisme comme «l'expression politique du processus de l'accumulation capitaliste se manifestant par la concurrence entre les capitalismes nationaux autour des derniers territoires non capitalistes encore libres du monde²». Elle considère l'impérialisme comme un moyen de décrire non seulement les caractéristiques de puissances impérialistes distinctes, mais aussi la logique même du développement de l'économie mondiale capitaliste - en visant le développement de nouveaux acteurs pour faciliter le processus mondial d'accumulation du capital. Nicolas Boukharine a développé cette idée en identifiant une caractéristique dialectique dans le système capitaliste mondial : «Parallèlement à l'internationalisation de l'économie et du capital, il s'opère un processus d'agglomération nationale, de nationalisation du capital³.»

L'accent mis par Luxemburg et Boukharine sur l'impérialisme en tant que processus

mondial unifié (bien qu'empreint de tensions internes) nous permet de comprendre la nouvelle montée des blocs économiques nationaux, des tensions géopolitiques et des formes de nationalisme industriel qui ont émergé au sein d'une économie mondiale plus interdépendante que jamais. Les déclarations sur le déclin du néolibéralisme sont prématurées : ce que nous voyons aujourd'hui n'est en réalité qu'une reconfiguration des capitaux issus de différents États et intégralement liés par la financiarisation. Les nouvelles politiques industrielles et les nouveaux nationalismes ne font que dicter les nouveaux termes dans lesquels la mondialisation persiste. Ainsi, les économistes exagèrent le déclin des importations chinoises aux États-Unis : en réalité, la plupart de ces marchandises ne font que transiter par des pays tels que le Mexique et le Vietnam. Les classes populaires, en particulier dans les pays du Sud, continuent d'être exploitées. De nouvelles alliances et rivalités peuvent modifier les relations entre les différentes bourgeoisies du Sud et les impérialistes traditionnels, mais la structure de base de l'impérialisme mondial reste très stable.

Bien entendu, la conception de la rivalité interimpérialiste de Lénine et Boukharine reste d'actualité. Mais contrairement à la Première Guerre mondiale, l'interdépendance économique, même entre les blocs géopolitiques, renforcée par les nouveaux organismes financiers multilatéraux, établit de nouveaux termes à travers lesquels la rivalité interimpérialiste prend forme. Par exemple, comme le soulignent des économistes tels que Minqi Li⁴ et Michael Roberts⁵, des pays comme la Chine reçoivent moins de valeur qu'ils n'en exportent. Mais comme l'a fait remarquer John Smith⁶, ce n'est pas seulement cette dynamique qui détermine si un pays

2. Rosa Luxemburg, *L'accumulation du capital*, ch. 31, www.marxists.org/francais/luxembur/works/1913/rl_accu_k_31.htm.

3. Nicolai I. Boukharine (1915), *L'économie mondiale et l'impérialisme*, Paris, Anthropos, 1967, p. 52, www.marxists.org/francais/boukharine/works/1915/00/Economie%20Mondiale%20et%20l'impérialisme.pdf.

4. Minqi Li, «China : Imperialism or Semi-Periphery?», *Monthly Review*, 1^{er} juillet 2021, <https://monthlyreview.org/2021/07/01/china-imperialism-or-semi-periphery/>.

5. Michael Roberts, «IIPPE 2021 : imperialism, China and finance», <https://thenextrecession.wordpress.com/2021/09/30/iippe-2021-imperialism-china-and-finance/>.

6. John Smith & Federico Fuentes, «Twenty-first century imperialism, multipolarity and capitalism's "final crisis"», *LINKS International Journal of Socialist Renewal*, 1^{er} août 2023, <https://links.org.au/twenty-first-century-imperialism-multipolarity-and-capitalisms-final-crisis>.

est impérialiste. Il cite l'impérialisme des ressources comme une forme d'impérialisme – qui va au-delà des considérations de transfert de valeur – dans laquelle ces pays s'engagent au côté des puissances impérialistes occidentales traditionnelles. Les politiques revanchardes renforcent également l'horizon impérialiste des impérialismes émergents tels que la Russie. Comme l'admet ouvertement le président russe Vladimir Poutine⁷, l'intérêt de la Russie à sécuriser sa sphère d'influence en Ukraine par des moyens violemment expansionnistes va au-delà de la pression exercée par l'OTAN (qui joue sans aucun doute un rôle clé, mais non exhaustif, dans l'élaboration de l'invasion russe).

La persistance des revendications impérialistes traditionnelles de l'Occident (comme en témoigne la réponse de la France aux récents développements au Niger) et les nouvelles revendications revanchardes des puissances impérialistes montantes confirment une autre caractéristique clé de l'impérialisme que Lénine (s'appuyant sur Rudolf Hilferding) a identifiée : parmi la myriade d'antagonismes sociaux intensifiés par l'impérialisme, l'un des principaux est « l'intensification de l'oppression nationale⁸ ». Rohini Hensman souligne la persistance du « chauvinisme ethnique » aujourd'hui⁹ que Lénine a mis en évidence comme une caractéristique fondamentale non seulement du bloc dirigeant, mais aussi des travailleurs, et même des socialistes, de la nation dominante. Tout aussi important, comme Lénine l'a souligné dans ses écrits sur l'autodétermination nationale : le fait que certaines nations opprimeuses soient subordonnées à des puissances impérialistes plus fortes dans le système mondial n'efface pas la légitimité des mouvements de libération nationale à l'encontre de ces nations. Lénine a écrit que « non seulement les petits États, mais aussi la Russie par exemple, dépendent entièrement, du point de vue économique, de la puissance du capital financier impérialiste des "riches" pays bourgeois », ainsi que « l'Amérique du 19^e siècle était économiquement une colonie

7. <https://en.kremlin.ru/events/president/news/66181>.

8. *Op. cit.*, note 1.

9. Rohini Hensman, « Socialist Internationalism and the Ukraine War », www.historicalmaterialism.org/blog/socialist-internationalism-and-ukraine-war.

de l'Europe [...] mais cela est décidément hors de propos dans la question des mouvements nationaux et de l'État national¹⁰ ». En d'autres termes, les puissances impérialistes occidentales n'ont pas le monopole de l'impérialisme et du chauvinisme national – les attaques constantes de Lénine contre le chauvinisme de la Grande Russie l'ont mis en évidence. Avec la montée de nouveaux pays impérialistes et capitalistes avancés en dehors du bloc occidental, nous devons nous rappeler que Lénine a souligné le droit des nations à l'autodétermination, même celles qui sont prises entre des puissances impérialistes.

Bien entendu, aucun principe ne devrait être absolu au point de justifier « tout examen isolé, c'est-à-dire unilatéral et déformé, de l'objet étudié¹¹ », comme Lénine l'a reproché à Kautsky, qui a utilisé la libération nationale serbe contre l'Autriche pour justifier le soutien socialiste à la guerre impérialiste. Dans le même temps, il a également refusé de délégitimer dogmatiquement tous les mouvements de libération nationale simplement parce qu'ils sont instrumentalisés par d'autres acteurs impérialistes : « Le fait que la lutte contre une puissance impérialiste pour la liberté nationale peut, dans certaines conditions, être exploitée par une autre "grande" puissance dans ses propres buts également impérialistes, ne peut pas plus obliger la social-démocratie à renoncer au droit des nations à disposer d'elles-mêmes, que les nombreux exemples d'utilisation par la bourgeoisie des mots d'ordre républicains dans un but de duperie politique et de pillage financier, par exemple dans les pays latins, ne peuvent obliger les social-démocrates à renier leur républicanisme¹². » L'essentiel n'est pas de colporter des généralités, mais « lorsqu'on analyse une question sociale [...] on la pose dans un cadre historique déterminé ; et puis, s'il s'agit d'un seul pays (par

10. V. I. Lénine (1914), *Du droit des nations à disposer d'elles mêmes*, www.bibliomarxiste.net/auteurs/lenine/du-droit-des-nations-a-disposer-delles-memes/2-position-historique-concrete-de-la-question/.

11. V. I. Lénine (1915), *La faillite de la 2^e Internationale*, www.marxists.org/francais/lenin/works/1915/05/19150500g.htm.

12. V. I. Lénine (1916), *La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes*, www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/01/19160100.htm.

exemple, du programme national pour un pays donné), qu'il soit tenu compte des particularités concrètes qui distinguent ce pays des autres dans les limites d'une seule et même époque historique¹³».

La montée du fascisme et l'intensification des liens entre la guerre interimpérialiste et les différents mouvements de libération nationale au cours de la Seconde Guerre mondiale ont nécessité une nouvelle approche des questions de libération nationale et d'anti-impérialisme – nécessité à laquelle Ernest Mandel¹⁴ s'est risqué à répondre. De même, nous devons actualiser nos analyses pour tenir compte des anciens impérialismes et des impérialismes émergents afin de renforcer le plus efficacement possible les mouvements révolutionnaires, non seulement dans un seul endroit, mais aussi pour de nombreuses personnes vivant des héritages politiques très différents – du capitalisme bureaucratique des anciens «États du socialisme réellement existant» aux horreurs de la thérapie de choc néolibérale dans les «démocraties libérales».

Federico Fuentes

Après la chute de l'Union soviétique et la fin de la guerre froide, la politique mondiale semblait largement dominée par des guerres visant à renforcer le rôle de l'impérialisme étatsunien en tant qu'unique hégémonie mondiale. Toutefois, ces dernières années, un changement semble s'opérer. Alors que les États-Unis ont été contraints de se retirer d'Afghanistan, nous avons vu l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'expansion du rôle économique de la Chine à l'étranger, et même des nations relativement plus petites telles que la Turquie et l'Arabie saoudite étendre leur puissance militaire au-delà de leurs frontières. D'une manière générale, comment analysez-vous la dynamique actuelle du système impérialiste mondial ?

Promise Li

Je voudrais faire revivre un terme inventé pour la première fois par le marxiste allemand August Thalheimer, et développé par le marxiste autrichien-brésilien Érico Sachs

et d'autres membres du collectif marxiste brésilien Política Operária (POLOP), qui décrit de manière adéquate le système impérialiste mondial d'aujourd'hui : «coopération antagoniste». Ce terme a été utilisé par Thalheimer, à la suite de l'analyse de Boukharine sur le système capitaliste mondial en tant qu'unité contradictoire dans *Économie de la période de transition*¹⁵, pour expliquer comment des tensions vives et même violentes peuvent exister entre les États capitalistes, alors que tous continuent à maintenir le même processus mondial d'accumulation du capital. Comme le décrit le programme de POLOP en 1967¹⁶, la coopération antagoniste illustre «une coopération qui vise à la conservation du système et qui trouve son fondement dans le processus même de centralisation du capital, et qui n'élimine pas les antagonismes inhérents au monde impérialiste». Les théoriciens de POLOP sont allés plus loin que Thalheimer en précisant qu'une telle impulsion visant à préserver les relations sociales capitalistes peut caractériser les classes dirigeantes qui expriment une politique étrangère «anti-impérialiste». Les sentiments anti-impérialistes de la population peuvent contraindre ces bourgeoisies à adopter cette position, mais, en retour, «ce nationalisme, souvent mis à profit par les bourgeoisies indigènes, fait pression sur les puissances impérialistes pour qu'elles améliorent les termes de leurs relations économiques [ce qui garantit] la continuité de l'exploitation impérialiste après le retrait des armées coloniales».

Cela décrit parfaitement les actions des pays BRICS+ aujourd'hui. Patrick Bond, Ana Garcia, Miguel Borba¹⁷, parmi d'autres économistes politiques, soulignent depuis longtemps que ces régimes «parlent à gauche, marchent à droite». Les rivalités croissantes entre les différents États n'annulent pas l'interdépendance. Les BRICS ont manqué

13. *Op. cit.*, note 10.

14. Ernest Mandel, *Sur la Seconde Guerre mondiale*, Paris, La Brèche, 2018.

15. N. Boukharine (1920), *Économie de la période de transition*, www.marxists.org/francais/boukharine/works/1920/boukh_trans_prs.htm.

16. www.marxists.org/portugues/tematica/livros/diversos/polop.htm.

17. Patrick Bond, Ana Garcia, Miguel Borba, «Western Imperialism and the Role of Sub-imperialism in the Global South», CADTM, 13 janvier 2021, www.cadtm.org/Western-Imperialism-and-the-Role-of-Sub-imperialism-in-the-Global-South.



d'innombrables occasions de se libérer de l'hégémonie économique occidentale dans la pratique, malgré leur rhétorique anti-impérialiste. La Nouvelle banque de développement, présentée par certains comme une alternative aux institutions bancaires occidentales pour le Sud, a récemment officialisé son partenariat avec la Banque mondiale¹⁸. Bond observe que la Chine a augmenté et consolidé sa troisième position en termes de droits de vote au sein du FMI, et qu'elle en a même gagné aux dépens de pays du Sud tels que le Nigeria et le Venezuela¹⁹. Les partenariats public-privé et les investisseurs institutionnels représentent des moyens pour l'Arabie saoudite, la Chine, le Brésil, etc. de développer de nouveaux nœuds d'accumulation – et de perpétuer les nœuds existants en collaboration avec l'Occident²⁰. La rivalité entre les États-Unis et la Chine a entraîné un certain découplage stratégique des industries, alors que de nombreux produits de base sont simplement réacheminés par

l'intermédiaire de tierces parties. L'horrible invasion russe de l'Ukraine aurait introduit une nouvelle ère d'isolement occidental des capitaux russes par le biais de sanctions, mais le Caspian Pipeline Consortium – qui voit des cadres de Chevron travailler aux côtés d'entreprises russes sanctionnées – ne connaît pas d'interruption²¹. Les tensions croissantes entre la Chine et l'Inde sont un exemple des contradictions potentiellement irréconciliables qui existent également au sein du bloc BRICS+. Comme l'écrivent Tithi Bhattacharya et Gareth Dale, «les allégeances de la nouvelle guerre froide sont faites d'un maillage plus diffus. Elles tendent à être moins absolues ; elles sont partielles et sujettes à des pressions et à des tiraillements continus²²».

Les États-Unis restent la puissance impérialiste dominante dans le monde, bien que la gauche néglige souvent la manière dont les prétendus rivaux des USA contribuent en fait à maintenir son pouvoir, tout comme ils en contestent certains aspects pour obtenir

18. www.worldbank.org/en/news/press-release/2016/09/09/world-bank-group-new-development-bank-lay-groundwork-for-cooperation.

19. Patrick Bond, «Brics joins the reigning world order», *Mail&Guardian*, 31 mars 2017, <https://mg.co.za/article/2017-03-31-00-brics-joins-the-reigning-world-order/>.

20. Voir <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/18681026231188140> ainsi que <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/anti.12725>.

21. Voir <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/18681026231188140> ainsi que <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/anti.12725>.

22. Tithi Bhattacharya & Gareth Dale, «Is BRICS+ an Anti-Colonial Formation Worth Cheering From the Left? Far From It», *Truthout*, 13 septembre 2023, <https://truthout.org/articles/is-brics-an-anti-colonial-formation-worth-cheering-from-the-left-far-from-it/>.

une part du gâteau pour eux-mêmes. Les intérêts des différents capitalistes nationaux ne sont pas non plus toujours parfaitement alignés : de grands PDG américains et allemands ont accepté avec empressement l'invitation du ministre chinois des affaires étrangères, Qin Gang, à des réunions et à une collaboration plus approfondie, tandis que la commission d'enquête de la Chambre des représentants des États-Unis sur le Parti communiste chinois (PCC) attisait les politiques antichinoises. Toute analyse correcte du système impérialiste mondial actuel doit tenir compte de ces contradictions et de la fluidité entre les puissances impérialistes. L'écrivain syrien Yassin al-Haj Saleh a récemment appelé cela l'«impérialisme liquide²³», dans le contexte de l'intérêt commun des États-Unis et de la Russie à maintenir le pouvoir de Bachar al-Assad en Syrie. Ces nouveaux concepts nous permettent de mieux comprendre le système mondial actuel, plus que l'unipolarité américaine pure et simple ou la rivalité interimpérialiste traditionnelle, mais d'autres analyses sont encore nécessaires.

Federico Fuentes

À la lumière des débats actuels, comment voyez-vous la place de la Chine et de la Russie dans le système impérialiste mondial d'aujourd'hui ? Et comment voyez-vous la question de la multipolarité ?

Promise Li

La multipolarité, sans l'influence des mouvements de masse anticapitalistes militants, peut n'être qu'une autre expression de l'impérialisme mondial. En effet, le néolibéralisme a persisté avec l'aide de ces nouveaux pôles. Vijay Prashad a admis en 2013 que les BRICS n'étaient rien d'autre qu'un «néolibéralisme avec des caractéristiques du Sud». Depuis, Prashad est devenu beaucoup plus optimiste au sujet des BRICS, ce qui est très étonnant compte tenu de l'entrée récente de monarchies néolibérales autoritaires telles que l'Arabie saoudite dans les BRICS et de l'invasion ouvertement impérialiste de l'Ukraine par la Russie. Les bases d'une cohésion idéologique anti-impérialiste et anticapitaliste

sont de plus en plus minces – bien moins que celles qui ont uni les élites dirigeantes lors de la conférence de Bandung²⁴ dans le passé – et la marge de manœuvre pour la poursuite de l'accumulation du capital est de plus en plus grande.

Les deux principaux leaders des BRICS+, la Chine et la Russie, peuvent être le fer de lance de l'indépendance économique vis-à-vis de l'Occident à certains égards. Mais ces mesures ne parviennent pas à rompre avec l'accumulation du capital. Pire encore, les BRICS+ renforcent parfois le rôle central des institutions impérialistes occidentales. La déclaration de Johannesburg II, en août, confirme l'autorité de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et du G20, et «encourage les institutions financières multilatérales et les organisations internationales à jouer un rôle constructif dans la construction d'un consensus mondial sur les politiques économiques et dans la prévention des risques systémiques de perturbation économique et de fragmentation financière». Comme l'ont décrit les théoriciens brésiliens de la coopération antagoniste, la bourgeoisie nationale des pays dits non alignés ou «anti-impérialistes» peut lutter pour une plus grande part des bénéfices sans modifier fondamentalement le système impérialiste mondial. En ce sens, la Chine (comme la Russie) développe de plus en plus ce que Minqi Li appelle «des comportements de type impérialiste dans les pays en développement²⁵», tout comme elle a certainement joué un rôle sous-impérialiste. La multipolarité, loin d'être une alternative à l'impérialisme, indique un nouveau terrain dans lequel les grandes et moyennes puissances préservent et remettent en question différents aspects de l'impérialisme occidental, chacune pour s'assurer une plus grande sphère d'influence dans le système capitaliste. Indépendamment de la question de savoir si la Chine ou la Russie sont des pays impérialistes, quelle que soit la mesure utilisée, il ne fait aucun doute que ces pays renforcent l'impérialisme mondial d'une manière ou d'une autre, plutôt qu'ils ne le contestent.

23. Yassin al-Haj Saleh, «The Liquid Imperialism That Engulfed Syria», *New Lines Magazine*, 7 septembre 2023, <https://newlinesmag.com/argument/the-liquid-imperialism-that-engulfed-syria/>.

24. Première conférence des pays non alignés, en avril 1955.

25. *Op. cit.*, note 4

L'anti-impérialisme d'aujourd'hui doit commencer par cette reconnaissance, et non par l'espoir naïf que l'existence même de différents pôles va ouvrir un espace pour la pratique révolutionnaire. Samir Amin a lancé un avertissement à ce sujet en 2006, en déclarant que «les options économiques et les instruments politiques nécessaires devront être développés conformément à un plan cohérent; ils ne surgiront pas spontanément dans le cadre des modèles actuels influencés par le dogme capitaliste et néolibéral²⁶». Avec la montée en puissance des BRICS+, les espaces de mobilisation permettant aux mouvements de se rassembler pour formuler des plans cohérents se sont considérablement réduits, au lieu de s'étendre, dans des pays comme la Chine, la Russie et l'Iran. Les victoires électorales de la gauche en Amérique latine soutenues par les mouvements ces dernières années – qui subissent également de nouvelles attaques de la part de la droite – ne se traduisent pas automatiquement par de meilleures conditions pour les mouvements à l'autre bout du monde. En fonction de la force des mouvements sur le terrain, la multipolarité peut conduire à des conditions de lutte meilleures que l'impérialisme américain – ou tout aussi mauvaises, voire pires. Le fait est que la multipolarité elle-même ne garantit aucune de ces réalités, c'est la relation entre les conditions objectives et l'activité réelle des mouvements qui détermine son devenir.

Federico Fuentes

Comment les tensions entre les États-Unis et la Chine ont-elles influencé la politique et les luttes à Hong Kong et au sein de la diaspora hongkongaise/chinoise aux États-Unis ?

Promise Li

La rivalité interimpérialiste entre les États-Unis et la Chine a rendu beaucoup plus difficile le maintien de mouvements indépendants à Hong Kong et dans la diaspora. Le penchant pro-occidental de nombreux dissidents de ces communautés est indéniable, et la raison de ce penchant est une question complexe. Dans mes écrits, j'explore les raisons pour lesquelles de nombreux

dissidents de Hong Kong sont prédisposés à l'Occident²⁷. L'une d'entre elles est l'influence de générations de dissidents libéraux sino-phones qui sont réfractaires à la critique de classe et soutiennent le libéralisme occidental. Une autre raison essentielle est que les tensions entre les États-Unis et la Chine ont exacerbé ce que Yao Lin appelle une politique de «guide alternatif» au sein des communautés dissidentes. Comme l'explique Lin, «l'expérience traumatisante du totalitarisme du Parti-État propulse les libéraux chinois dans un pèlerinage anti-PCC à la recherche d'images aseptisées et glorifiées des réalités politiques occidentales (en particulier américaines), ce qui nourrit à la fois leur affinité néolibérale et leur propension à une métamorphose trumpienne²⁸». La polarisation des tensions et le soutien hypocrite d'une partie de l'establishment américain aux manifestations de Hong Kong n'ont fait qu'accélérer cette attitude.

L'objectif commun des élites dirigeantes américaines et chinoises, soutenu par certains membres du camp dissident pro-démocratique, est de dissuader la croissance d'une alternative politique fondée sur la construction d'organisations de masse indépendantes vers un horizon anticapitaliste. Le principal problème n'est pas seulement que la gauche était faible et fragmentée à Hong Kong et dans la diaspora avant même que la répression ne commence en 2020, mais que pendant des décennies, les gens ont été incapables de concevoir ce que signifie une politique ou un modèle d'organisation de gauche – et encore moins socialiste (de nombreux Hongkongais associent malheureusement la «gauche» au PCC ou au Parti démocrate américain!). Cette confusion est due à l'héritage du colonialisme britannique, à l'horizon libéral de l'opposition pro-démocratique et à la trahison des principes socialistes par le PCC, mais ne peut être réduite à ces seuls facteurs. Les tensions entre les

27. Promise Li, «From the "Chinese National Character" Debates of Yesterday to the Anti-China Foreign Policy of Today», *Made in China*, 8 mars 2022, <https://madeinchinajournal.com/2022/03/08/from-the-chinese-national-character-debates-of-yesterday-to-the-anti-china-foreign-policy-of-today/>.

28. Lin Yao, «Beaconism and the Trumpian Metamorphosis of Chinese Liberal Intellectuals», *Journal of Contemporary China*, vol. 30, n°127, p. 85-101.

26. Samir Amin, *Beyond US Hegemony: Assessing the Prospects for a Multipolar World*, Londres/New York, Zed Books, 2006.

États-Unis et la Chine n'ont fait qu'exacerber ce problème, en limitant les horizons politiques des gens et en les forçant à considérer l'une ou l'autre hégémonie comme la solution politique à leurs maux.

En outre, le chauvinisme, que les deux pays alimentent en raison de cette rivalité géopolitique, renforce dangereusement la capacité des deux États à utiliser les soupçons d'«ingérence étrangère» pour réprimer les mouvements nationaux. La rhétorique et les politiques antichinoises de l'establishment américain donnent à l'État davantage de pouvoir pour limiter les libertés civiles et discriminer les Chinois et les autres communautés d'origine asiatique des États-Unis²⁹. Ce n'est qu'un reflet de la façon dont la Chine a fortement étendu ses attaques contre les droits démocratiques des habitants de Hong Kong³⁰. Elle utilise les lois sur la sécurité nationale pour accuser et détenir beaucoup plus de militant·es et de gens ordinaires que ceux qui ont des liens réels avec l'État américain – sans preuves appropriées ni procédure régulière. Ainsi, les deux régimes poursuivent des objectifs impérialistes sous couvert de causes plus nobles, l'un utilisant le discours de la liberté et de la démocratie, l'autre celui de l'anti-impérialisme et de la paix.

Les tensions militaires entre les États-Unis et la Chine menacent indubitablement les moyens de subsistance des populations du monde entier. Les socialistes doivent s'efforcer de combattre les tensions géopolitiques croissantes, mais la solution ultime n'est pas non plus le fantasme selon lequel les deux régimes peuvent être amenés à coopérer pour résoudre les problèmes urgents de notre époque: le changement climatique, la montée des autoritarismes, la précarité économique, etc. La dernière fois que les régimes américain et chinois ont coopéré pacifiquement, on a assisté à la prolétarisation et à l'exploitation massives de centaines de millions de travailleurs chinois pour les marchés

de consommation du Nord. Nous devons renforcer – et, dans le cas de la Chine, reconstruire – les mouvements indépendants partout dans le monde afin de poser un défi politique à ces États-nations, au lieu d'espérer «l'utopie d'un compromis historique entre le prolétariat et la bourgeoisie qui "atténuerait" les antagonismes impérialistes entre les États capitalistes», comme l'a dit Rosa Luxemburg³¹. Ce faisant, la gauche doit se concentrer sur la construction de liens entre ceux qui résistent aux impérialismes américain et chinois, en contrant le récit fratricide de la rivalité civilisationnelle que les libéraux et les élites dirigeantes nous ont imposé.

Federico Fuentes

Vous avez critiqué les limites de la campagne «Pas de nouvelle guerre froide» promue par des sections du mouvement pacifiste et de la gauche. Pourquoi? Quel type d'initiatives de paix la gauche devrait-elle promouvoir? Envisagez-vous la possibilité de promouvoir une politique ou une architecture de sécurité commune qui favorise un ordre plus pacifique et coopératif tout en donnant la priorité aux besoins des petites nations par rapport à ceux des grandes puissances?

Promise Li

L'année dernière, dans *Socialist Forum*, le journal des Démocrates socialistes d'Amérique, j'ai souligné les limites du cadre «Pas de nouvelle guerre froide» parce que le slogan n'offre pas de solutions concrètes pour celles et ceux qui sont confrontés à la menace de la surveillance et de la répression de la Chine, mais aussi parce que ce cadre ne nous permet pas de comprendre que l'interdépendance économique continue de structurer les relations entre les États-Unis et la Chine, en dépit des tensions géopolitiques³². Je ne dis pas que le discours de la guerre froide occulte complètement la dynamique actuelle: la définition que donne

29. Promise Li, «The US Government Is Ramping Up an Anti-China Witch Hunt», *Jacobin*, 26 juillet 2023, <https://jacobin.com/2023/07/us-government-anti-china-mccarthyism-biden-administration-house-select-committee>.

30. «Explainer: Hong Kong's national security crackdown – month 38», *Hong Kong Free Press*, 2 septembre 2023, <https://hongkongfp.com/2023/09/02/explainer-hong-kongs-national-security-crackdown-month-38/>.

31. Rosa Luxemburg (1913), *Critique des critiques*, www.marxists.org/francais/luxembur/works/1913/00/rl_19130000a_f.htm.

32. Promise Li, «China, the Chinese Diaspora, and Internationalism from Below», *Socialist Forum*, printemps 2022, <https://socialistforum.dsusa.org/issues/spring-2022/china-the-chinese-diaspora-and-internationalism-from-below/>.

Gilbert Achcar de la nouvelle guerre froide³³ [33], à savoir la volonté de guerre entre les différentes grandes puissances, est utile pour comprendre les décisions politiques et économiques des principales sections des classes dirigeantes, en particulier du complexe militaro-industriel. Mais la dynamique de l'impérialisme mondial va au-delà. Les intérêts d'autres secteurs clés du capital vont également au-delà. Comme le dit Thomas Fazi, «la plus grande résistance à la nouvelle guerre froide ne vient pas d'un mouvement pacifiste mondial, mais des conseils d'administration des entreprises occidentales³⁴».

La vraie question est donc de savoir à quoi peut ressembler un mouvement pacifiste et anti-guerre capable de poser une perspective clairement anticapitaliste, sans pour autant se couper d'autres mouvements. Taras Bilous³⁵ et Trent Trepanier³⁶, entre autres, ont fait des tentatives utiles pour parler de réformes des cadres actuels de la sécurité mondiale, tels que les Nations unies. Mais une véritable politique de sécurité qui favorise la paix et protège le droit à l'autodétermination ne peut émerger qu'après une rupture révolutionnaire avec le capitalisme dans le monde entier. Pour une tâche aussi énorme, l'ingrédient le plus urgent à l'heure actuelle n'est pas de calculer un programme ou un plan exact pour cette architecture de sécurité, mais de développer au maximum les espaces pour que les mouvements indépendants se développent, se mobilisent et élaborent des solutions politiques collectivement. En ce sens, je m'inspire de l'impulsion de la féministe argentine Verónica Gago pour fonder sa conception d'une «Internationale féministe» sur la «grève féministe».

33. Gilbert Achcar, *The New Cold War – The United States, Russia, and China from Kosovo to Ukraine*, Chicago, Haymarket, 2023.

34. Thomas Fazi, «The capitalist are revolting over China», *UnHerd*, 6 juin 2023, <https://unherd.com/2023/06/the-capitalists-are-revolting-over-china/>.

35. Taras Bilous, «Une lettre de Kiev à une gauche occidentale», *À l'encontre*, 26 février 2022, <https://alencontre.org/laune/ukraine-une-lettre-de-kiev-a-la-gauche-occidentale.html>.

36. Trent Trepanier, «Taiwan and Self-Determination as a Core Principle», *Socialist Forum*, hiver-printemps 2023, <https://socialistforum.dsusa.org/issues/winter-spring-2023/taiwan-and-self-determination-as-a-core-principle/>.

Au lieu de donner la priorité à un nouveau cadre institutionnel pour la sécurité et la responsabilité dans le système actuel, en particulier en ce qui concerne les féminicides en Amérique latine, Gago comprend qu'une «stratégie d'organisation et d'autodéfense» émerge de la capacité des masses à développer «une pratique collective qui cherche à comprendre les relations de subordination et d'exploitation» selon leurs propres termes. Une telle perspective «rejette les réponses institutionnelles qui renforcent l'isolement du problème et qui cherchent à le résoudre par le biais d'une nouvelle agence gouvernementale³⁷».

Les mouvements de l'année dernière nous ont montré que la meilleure «sécurité» pour les travailleurs ne commence pas par un nouveau cadre institutionnel qui s'adapte au système capitaliste dans des conditions différentes, mais par la remise en question de la légitimité même des institutions existantes qui prétendent faussement garantir notre sécurité. C'est en se révoltant que les travailleur-es de l'usine Foxconn de Zhengzhou se sont protégés contre l'infection par le Covid-19 et les mauvaises conditions de logement, qui leur étaient imposées par des entreprises travaillant avec l'approbation du gouvernement local pour les enfermer dans leurs lieux de travail sous couvert de contrôle de la pandémie. En 2018, c'est en marchant sur Quito que des militants indigènes ont résisté à la tentative du gouvernement équatorien, menée en collaboration avec des sociétés minières chinoises et des entreprises étatsuniennes, de violer la souveraineté de leurs terres en Amazonie.

L'initiative de paix la plus efficace ne peut être menée qu'en renforçant les mouvements nationaux contre leur bourgeoisie dirigeante, des États-Unis à la Chine, et non en considérant le travail contre la guerre et pour la paix comme une simple question d'amélioration des institutions de sécurité mondiale ou en s'opposant à un belliciste aux dépens des autres. À un moment donné, la gauche a besoin d'un programme politique unifié et cohérent derrière lequel les mouvements peuvent se rallier et identifier un cadre de

37. Verónica Gago, «Theses on the Feminist Revolution», *Verso blog*, 7 décembre 2020, www.versobooks.com/en-gb/blogs/news/4935-theses-on-the-feminist-revolution.



sécurité mondiale au-delà de la domination du capital. En attendant, nous devons restaurer la conscience politique des peuples du monde entier avant de pouvoir parler d'unité programmatique sur ces bases.

Federico Fuentes

Voyez-vous des possibilités de construire des ponts entre les luttes anti-impérialistes au niveau international, en tenant compte du fait que les mouvements locaux ont différentes grandes puissances comme ennemi principal et peuvent donc chercher un soutien (même une aide militaire) auprès de différents pays impérialistes? La gauche peut-elle adopter une position de non-alignement avec les blocs (neutralité) sans renoncer à la solidarité? En résumé, à quoi devrait ressembler l'anti-impérialisme socialiste du 21^e siècle?

Promise Li

Absolument - la raison pour laquelle je tiens à souligner la persistance de l'interdépendance inter-impériale ou inter-capitaliste dans le système impérialiste mondial, malgré la montée des rivalités géopolitiques, est que cette analyse nous fournit directement des pistes concrètes pour une solidarité internationale de gauche. Comprendre l'économie mondiale comme une unité antagoniste permet aux mouvements de découvrir les lieux où les différentes puissances ou

institutions impérialistes restent inextricablement liées. En concevant des campagnes ciblant ces lieux, les mouvements peuvent proposer une alternative aux solutions militaristes promues par les élites dirigeantes américaines, chinoises, russes et autres. Par exemple, un vaste mouvement antimondialisation contre les institutions néolibérales multilatérales serait la clé d'un anti-impérialisme socialiste du 21^e siècle. Le FMI compte les États-Unis et la Chine parmi deux des trois membres disposant du plus grand nombre de voix, qui collaborent régulièrement. Ainsi, la Chine a discrètement approuvé les décisions prises par les États-Unis en matière de climat, de commerce et d'autres politiques au sein d'organismes internationaux³⁸. Une véritable campagne contre ces institutions irait à l'encontre du campisme, qui pose une fausse alternative entre le bloc occidental et les champions de la multipolarité - tous étant de connivence.

Les campagnes conjointes contre le FMI, BlackRock et Vanguard peuvent fournir de nouvelles bases pour sortir de l'impasse entre les différents mouvements anti-impérialistes souvent opposés les uns aux autres, tout en offrant une alternative claire aux formes libérales de mobilisation. Les appels à l'abolition par le FMI de la dette ukrainienne ou à au rejet des accords néolibéraux conclus par le président ukrainien Volodymyr Zelensky avec BlackRock pour la reconstruction de l'Ukraine après la guerre sont compatibles avec des campagnes similaires menées dans d'autres régions du Sud, telles que le Sri Lanka. Pour prendre un autre exemple, nous devrions également reconnaître que la stabilité économique de la Chine repose en partie sur son vaste marché d'importation en Israël et que Israël, en retour, dépend fortement des importations chinoises pour le développement de ses infrastructures. La campagne Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) en solidarité avec la résistance palestinienne bénéficierait en fait du soutien de ceux qui résistent à l'État chinois à l'étranger. D'autre part, l'approfondissement des relations entre les deux mouvements, qui

38. Michael Hudson et Patrick Bond, «China - a sub-Imperial ally of the West?», *Brave New Europe*, 5 avril 2022, <https://braveneweuropa.com/michael-hudson-patrick-bond-china-a-sub-imperial-ally-of-the-west>.

se chevauchent peu actuellement, peut offrir aux Chinois, aux Hongkongais et aux autres communautés dissidentes de la diaspora des moyens concrets de résister à l'État chinois, mais au-delà des solutions proposées par la droite extrémiste. En cultivant la solidarité entre des campagnes souvent considérées comme distinctes, on se renforce mutuellement dans la pratique. Elle peut offrir de réelles alternatives au militarisme occidental sans minimiser les menaces d'autres impérialistes tels que la Chine et la Russie. L'idée maîtresse qui sous-tend ces suggestions est que la gauche doit articuler des revendications et des campagnes pratiques susceptibles d'orienter les masses vers un horizon révolutionnaire distinct de celui des libéraux. Les slogans abstraits de «solidarité internationale de la classe ouvrière par en bas» ne suffiront pas. Nous ne devons pas rejeter la possibilité de coalitions larges sur certaines questions avec d'autres groupes au-delà de la gauche, mais nous devons nous concentrer sur la construction de campagnes qui peuvent renforcer l'indépendance politique de la gauche.

Celles et ceux qui luttent pour le socialisme devraient défendre le droit des mouvements de libération nationale contre les forces étrangères à demander des armes partout où ils le peuvent, tout comme les socialistes l'ont fait lorsque les républicains espagnols ont demandé des armes aux États capitalistes contre le régime fasciste pendant la guerre civile espagnole. Dans le même temps, nous devons reconnaître que les pays occidentaux militarisent l'Ukraine et Taïwan, par exemple, pour augmenter massivement leurs budgets militaires impérialistes. Quelle que soit la position de chacun sur le fait que les Ukrainiens reçoivent des armes de l'Occident, il devrait être clair que la question des armes ne devrait pas être l'horizon ultime de la solidarité internationale de la gauche. Les libéraux bellicistes appellent à une augmentation des livraisons d'armes à l'Ukraine, et la gauche doit réfléchir à la manière dont nos organisations peuvent se distinguer d'eux, et ne pas se contenter de suivre les libéraux et de faire pression sans esprit critique pour plus d'armement. Nous pouvons soutenir le droit des Ukrainiens à réclamer des armes, de même que nous nous opposons à toute tentative des impérialistes occidentaux

d'utiliser l'assistance défensive et humanitaire à l'Ukraine comme excuse pour augmenter les budgets et les infrastructures militaires. En revanche, ceux qui concentrent tous leurs efforts sur l'opposition aux livraisons d'armes, sans travailler concrètement à soutenir la lutte d'autodéfense de l'Ukraine et à la relier à d'autres luttes de libération, ne font pas de l'anti-impérialisme. Le slogan de Karl Liebknecht, «l'ennemi principal est à l'intérieur» ne signifie pas qu'il faille renier la responsabilité socialiste fondamentale de la solidarité internationale avec les peuples opprimés qui luttent contre d'autres ennemis à l'étranger. Il est de la responsabilité de la gauche de s'opposer à la fois aux budgets militaires impérialistes dans son propre pays et de découvrir d'autres moyens d'étendre la solidarité à l'étranger.

Promise Li, militant socialiste de Hong Kong, actuellement à Los Angeles, est membre des organisations socialistes américaines *Tempest and Solidarity*. Il est actif dans la solidarité internationale avec les mouvements de Hong Kong et de Chine, dans l'organisation des locataires dans le quartier chinois de Los Angeles, et dans l'organisation des travailleurs diplômés de base.

Federico Fuentes écrit *Green Left Weekly* et *Links International: Journal of Socialist Renewal* (Australie). Il est co-auteur (avec Roger Burbach et Michael Fox) de *Latin America's Turbulent Transitions: The Future of Twenty-First-Century Socialism*, Londres/New York, Zed Books, 2013.

Publié le 14 septembre 2023 par *Links: International Journal of Socialist Renewal*, <https://links.org.au/us-china-rivalry-antagonistic-cooperation-and-anti-imperialism-21st-century>, et en français dans *Inprecor*, n° 713, octobre 2023, traduction de JM.

Lutter contre l'impérialisme multipolaire

Promise Li

Loin de favoriser les luttes populaires, le déclin de la puissance états-unienne et l'essor de multiples pôles sur la scène mondiale ne font que rebattre les cartes. Cette reconfiguration impériale s'accompagne d'un renforcement du rôle coercitif des États, au service de l'accumulation capitaliste. Les luttes anti-impérialistes doivent avoir un caractère pluraliste et anti-autoritaire.

Comme l'écrivait Samir Amin en 2006, «*les défis auxquels est confrontée la construction d'un véritable monde multipolaire sont plus sérieux que ne le pensent de nombreux "altermondialistes"*». Dix-sept ans plus tard, l'appel lancé par l'économiste franco-égyptien aux nations les invitant à se «déconnecter» de l'ordre économique occidental semble plus que jamais ignoré par les élites politiques du Sud.

Au début de l'année 2022, dans un discours prononcé à Davos, Xi Jinping réaffirmait que «*la Chine continuera à faire jouer au marché un rôle clé dans l'allocation des ressources*», tout en «*défendant le système commercial multilatéral avec l'Organisation mondiale du commerce en son centre*». Et les assauts de la Russie contre la Syrie et l'Ukraine, soutenus financièrement par ses pillages dans des régions comme le Soudan, nous rappellent que la montée de puissances nationales censées défier l'hégémonie nord-américaine ne garantit pas que les conditions seront plus favorables à la gauche internationale.

Ainsi, comme l'a récemment noté Aziz Rana (2022), la gauche a besoin d'un cadre internationaliste qui «*conjugue universellement et réellement les éthiques anti-impériale et antiautoritaire*» et qui refuse à la fois «*l'ancienne Pax Americana périmée*» et «*un nouvel ordre multipolaire dicté par des autoritarismes capitalistes concurrents*». Mais la praxis ne peut émerger que d'une

compréhension théorique précise des conditions objectives de l'impérialisme contemporain. Qu'est-ce qui caractérise ce nouvel ordre multipolaire et la nature de la concurrence inter-capitaliste? D'une manière générale, ce monde multipolaire émergent constitué d'États bourgeois ne crée pas de meilleures conditions pour défier l'impérialisme mondial; il ne fait que préserver et même intensifier les dynamiques capitalistes.

Martín Arboleda met en garde contre la «fétichisation» du rôle de l'État pour ce qui est de faciliter l'impérialisme aujourd'hui aux dépens de la prise en compte du rôle des acteurs internationaux et, inversement, nous ne devons pas non plus surestimer la capacité de l'État - même des États développementalistes - à résister à l'impérialisme (Arboleda, 2020). Le déclin de la puissance impériale états-unienne et la montée de multiples pôles sur la scène mondiale ne font que rebattre les cartes entre les États qui servent de médiateurs aux relations de production mondiales existantes, sans réorganiser ces dernières différemment, et sans renforcer fondamentalement les mouvements sociaux dans chaque région.

Pour identifier la stratégie la plus efficace permettant à la gauche mondiale de construire son influence, il y a lieu de comprendre le fonctionnement de cette nouvelle expression de l'impérialisme. Plutôt que de considérer que la multipolarité ouvre un espace aux luttes révolutionnaires contre l'impérialisme, je soutiens qu'elle fonctionne comme une nouvelle étape du système impérialiste mondial, qui se traduit par l'épuisement de l'hégémonie unipolaire des États-Unis, sans pour autant revenir au mode traditionnel de rivalités interimpérialistes telle que décrit par Vladimir Lénine et Nikolai Boukharine au début du 20^e siècle.

L'impérialisme multipolaire d'aujourd'hui traduit une intensification du système mondial esquissé par Boukharine, qui considère l'internationalisation du capital financier et le développement des groupes capitalistes nationaux comme deux aspects d'un même processus. Alors que les blocs économiques nationaux ont été de plus en plus mis à l'écart en faveur des institutions multinationales dans le cadre de la mondialisation néolibérale, nous assistons au renforcement du pouvoir des États-nations en vue d'aider le capital financier à contenir la classe ouvrière.

Une théorie marxiste de l'impérialisme contemporain ne devrait donc pas exagérer la dynamique des rivalités interimpérialistes et sous-estimer la perspective de l'avènement d'une phase de coexistence pacifique entre États capitalistes, rendue possible par l'interdépendance financière, ce que Karl Kautsky a appelé l'«ultraimpérialisme». Cette imbrication plus profonde de l'État et du capital permet des dynamiques nouvelles et plus complexes entre les élites dirigeantes. Même si le transfert de valeurs des périphéries vers le centre reste intact, nous pouvons désormais observer des *géographies multiples* de relations interimpériales, composées de différents cycles et niveaux de collaboration et de concurrence entre les différents secteurs de la classe dirigeante.

Désormais rejointes par une classe souvent invisible d'investisseurs institutionnels, les élites étatiques s'appuient sur des technologies de répression et de contrôle plus sophistiquées dans tous les blocs géopolitiques; ce qui débouche sur un développement inégal d'autoritarismes mondiaux visant à contrer les mouvements populaires. Cette érosion généralisée de la démocratie politique, sous ses diverses formes, constitue donc une caractéristique centrale de l'impérialisme contemporain.

Tout cela ne surprendrait pas Amin et les autres partisans de gauche de la multipolarité. Mais nous avons besoin d'une définition de la révolution mondiale qui englobe intelligemment ce que l'économiste appelait «*les fronts nationaux, populaires et démocratiques*» (Amin, 2004). Cela implique d'abandonner la conception de la géopolitique qui considère la multipolarité, telle qu'elle existe, comme une condition préalable nécessaire à

la décolonisation et à la démocratisation de l'ordre mondial.

Une alternative véritablement démocratique à l'impérialisme requiert l'établissement de nouvelles relations entre divers mouvements sociaux qui ne sont pas toujours considérés comme comparables, allant de la lutte des indigènes contre les sociétés transnationales à l'aile gauche des mouvements pro-démocratiques. Les luttes d'en bas doivent tendre vers l'institutionnalisation et la coopération internationale sous une forme ou une autre.

Multipolarité d'États capitalistes

La défense de la multipolarité est devenue le cadre politique implicite des organisations pacifistes occidentales. La plupart d'entre elles ne se font pas d'illusion quant au fait que la multipolarité produirait en soi les conditions propices au socialisme mondial, mais elles estiment que la multipolarité ouvrira davantage d'espace aux luttes pour la souveraineté et l'autodétermination. Comme le décrit Ignatz Maria, la multipolarité, considérée comme une sorte de «*neutralité positive*» permettant aux mouvements populaires de s'épanouir, «*a permis d'intensifier la réactivité aux conditions locales sur le terrain*». Cette perspective tend à se référer à la logique des mouvements de décolonisation de l'après-guerre en tant que précédent historique.

Mais il n'existe pas de garantie que la progression vers un monde multipolaire élargirait nécessairement l'espace de lutte des mouvements démocratiques: la plupart des États du tiers-monde du passé n'ont pas survécu, tandis que la multipolarité d'aujourd'hui ne parvient pas, dans l'ensemble, à refléter la diversité qu'incarnaient les États anticoloniaux du siècle dernier. On ne peut faire un simple parallélisme entre, d'une part, les possibilités offertes aux mouvements de la classe ouvrière par la dernière marée rose surgie en Amérique latine et, d'autre part, les développements politiques intervenus au sein des divers régimes asiatiques qui adoptent une rhétorique anti-occidentale.

Certaines expertes de gauche considèrent la Chine et le Vietnam comme des modèles de gestion de la santé publique

en fonction de la manière dont ces régimes ont géré le covid en 2020, mais cette gestion relativement réussie de la pandémie n'a en aucun cas été l'apanage des membres d'une coalition anti-occidentale. En fait, les pays qui décrivent ouvertement l'unipolarité des États-Unis s'alignent bien plus sur l'ordre impérial imposé par ceux-ci que sur n'importe quelle supposée multipolarité. Des États des différents blocs géopolitiques ont conçu des politiques inspirées de la « guerre contre la terreur » menée par Washington. Certains pays établissent à l'intérieur de leurs frontières des relations de domination à l'égard des minorités racialisées, ce que Pablo Gonzalez Casanova appelle le « colonialisme interne ».

L'Éthiopie, par exemple, a étroitement soutenu les États-Unis pendant les opérations de la guerre en Irak et repris quelques années plus tard la rhétorique de la « guerre contre la terreur » pour justifier son offensive génocidaire contre les Tigréens. Elle le fait à la fois en colportant une rhétorique anti-occidentale et en exigeant de la Banque mondiale une restructuration plus importante de sa dette.

Pendant ce temps, la Chine intègre d'anciens associés de Blackwater dans les centres de sécurité du Xinjiang, tout en adoptant les méthodes israéliennes de contre-insurrection pour contrôler les Ouïghours et les minorités ethniques du Xinjiang (Wong, 2022; Peng et Xuefei, 2014). Les technologies issues de la version chinoise de la « guerre contre le terrorisme » sont également utilisées par le gouvernement malaisien pour surveiller les migrant-es musulman-es sans papiers (Darren, non daté).

Ces régimes sont souvent considérés comme faisant partie d'un bloc anti-impérialiste opposé aux États-Unis, mais comme le remarque Salar Mohandesi, « *c'est précisément parce que l'État est profondément pétri de contradictions que l'impérialisme prend souvent des formes aussi contradictoires* » (2018). Plus que jamais, nous observons l'émergence de nouvelles formes d'imbrications de l'État et du capital, ce qui devrait nous inciter à actualiser la manière dont nous localisons les expressions de l'impérialisme au sein de ces nouvelles configurations.

En réalité, le désir de la Chine de s'enraciner dans le système néolibéral mondial

la pousse à se rapprocher des institutions multilatérales internationales (une réalité qu'Amin avait prédite), ce qui est en contradiction avec la rhétorique enflammée pratiquée par ce pays à l'encontre des États-Unis et de l'Occident. Les programmes pro-globalisation du Sud, tels que la Nouvelle banque de développement, cofinancent la plupart de leurs projets avec les entités financières qu'ils prétendent défier, tout en promouvant des accords de prêts corrompus et en négligeant systématiquement de consulter les populations dans le besoin (Bond, 2022).

L'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) dirigée par la Banque mondiale a été l'une des principales solutions proposées par la Chine pour des pays africains comme la Zambie et l'Angola, lourdement endettés vis-à-vis d'elle depuis la pandémie. Or cette mesure se contente d'offrir une suspension de la dette et non une réduction, encore moins une annulation. Bref, la montée en puissance de l'économie chinoise ne modifie en rien la structure fondamentale de l'extraction financière des pays africains en faveur de de l'accumulation du capital mondial (Zajontz, 2021). Les détails des prêts chinois ont toujours été obscurs, car ceux-ci servent souvent à financer des projets de développement assortis de normes environnementales ou de travail minimales.

Alors que Pékin fait désormais les yeux doux à des pays comme l'Arabie saoudite pour qu'ils rejoignent le groupe des BRICS, toute conception cohérente d'une multipolarité progressiste menace de se transformer en « *un méli-mélo idéologique et fonctionnel dépassant toute compréhension logique* » (Bond, 2022). Non seulement un monde multipolaire plus équitable n'a pas émergé, mais cette nouvelle configuration de l'impérialisme mondial secrète des techniques centrées sur le pouvoir de gestion du « développement basé sur les infrastructures », qu'il s'agisse de la Chine ou de divers États régionaux de taille moyenne.

En d'autres termes, non seulement la forme étatique - y compris dans le tiers-monde - ne sert pas de véhicule au développement de la souveraineté anticoloniale des peuples opprimés, mais elle est activement mise à contribution pour faciliter les nouvelles forces d'accumulation du capital mondial. Comme Ilias Alami, Adam Dixon

et Emma Mawdsley le font observer, la «*dynamique mondiale de l'accumulation du capital*» a poussé l'État à aller au-delà du rôle qui était traditionnellement le sien et à agir «*en tant que promoteur, superviseur et propriétaire de capitaux*», sous la forme «*d'un État-capital hybride en cours de modernisation [...] qui imite les pratiques et les objectifs organisationnels d'entités comparables du secteur privé, adopte les techniques de la gouvernance libérale et entérine la primauté du marché*».

Cette tentative de «*préserver et de consacrer davantage la centralité de la régulation du marché dans le cadre du développement en une période de montée du capitalisme d'État et de réorganisation géopolitique turbulente [exige] le développement inégal et combiné de formes plus musclées d'étatisme et l'expansion d'État-capitaux hybrides*» (2021). Ainsi nous constatons que les acteurs sous-impériaux contribuent activement au renforcement des fonctions du capital, au nom des partenariats public-privé et d'autres innovations en matière de développement.

Plutôt que d'inverser les structures inégalitaires mondiales, ces développements mettent en évidence de nouvelles technologies d'exploitation de la classe ouvrière. Alami et Dixon notent que ce qu'ils appellent «*le développement combiné et inégal d'un capitalisme d'État*» est devenu un mode de plus en plus privilégié par les États-nations pour contribuer à l'expansion des opérations du capital. Plus précisément, de nombreux États sont davantage disposés à assumer des risques financiers pour renforcer le pouvoir des investisseurs institutionnels dans le cadre des projets de développement nationaux afin de gérer et de contenir le pouvoir des travailleurs.

Ces dernières années, les leviers centraux de l'accumulation mondiale du capital sont passés des mains des actionnaires à celles de quelques gestionnaires d'actifs, tels que Blackrock et Vanguard, ce dernier étant désormais l'un des plus grands blocs d'actionnaires d'Exxon et de la société d'État chinoise Sinopec. Non seulement les projets de développement d'infrastructures comme les Nouvelles routes de la soie ne remettent pas en cause l'impérialisme mondial, mais ils constituent de nouvelles formes de capital financier qui fonctionnent en intelligence avec



les États-nations et leurs banques d'État. Il en résulte que l'opposition de la gauche à l'impérialisme multipolaire ne devrait pas seulement s'en prendre au rôle des grandes puissances, mais aussi à celui des puissances moyennes et régionales en tant qu'adjoints cruciaux de l'impérialisme mondial.

Autoritarisme et luttes démocratiques

Ce qu'Alami, Dixon et Mawdsley considèrent comme des «*formes musclées d'étatisme*» renvoie à un moteur fondamental de l'impérialisme que les intellectuels anti-impérialistes ont observé mais n'ont pas abordé rigoureusement: l'autoritarisme. Alors que Samir Amin reconnaît que la démocratisation est fondamentale pour la multipolarité socialiste, ses recommandations politiques se centrent uniquement sur les ajustements de politique économique. Cependant, il note à juste titre que «*les structures de pouvoir autoritaires favorisent les fractions compradore, dont les intérêts sont liés à l'expansion du capitalisme impérialiste mondial*» (2004).

Or cette perspective a été constamment minimisée dans les débats marxistes

contemporains consacrés à l'impérialisme, en particulier parmi celles et ceux qui défendent la thèse du maintien des mécanismes traditionnels de transfert de valeur des périphéries vers le centre de l'économie-monde. Il faut au contraire reconnaître que la montée des autoritarismes dans le monde est un symptôme de la concurrence interimpérialiste entre les États-nations. Afin de maintenir leur position dans un système impérialiste mondialisé, chacune de ces nations est contrainte d'exploiter les travailleuses, tout en contenant leur pouvoir de revendication, pour bénéficier de la dynamique mondiale d'accumulation du capital.

Le refus de résister activement aux tendances autoritaires de régimes tels que ceux en vigueur en Chine, en Russie, en Syrie, en Iran, ainsi qu'au Venezuela et au Nicaragua nous empêche structurellement de nous organiser contre l'impérialisme en tant que système mondial. Mettre le focus sur certains aspects de l'influence nord-américaine, tout en négligeant la complicité d'autres États au sein de l'économie mondiale, c'est opérer une critique *sélective* de l'impérialisme mondial. En effet, les représentant-es de la gauche anti-guerre sont contraints d'adopter une position centrée sur le seul démantèlement du militarisme nord-américain, tout en étant incapables d'offrir un soutien positif aux mouvements démocratiques présents dans d'autres régimes qui participent à l'intégration économique capitaliste.

S'en tenir à une analyse de la «déconnection» de l'économie mondiale sans comprendre ce qu'est la démocratie politique ne permettra pas de contrer les forces croissantes de l'autoritarisme qui entravent la promotion d'un monde multipolaire plus démocratique. Ainsi, l'État érythréen autocratique, qui a aidé militairement l'Éthiopie dans sa campagne génocidaire contre les Tigréens, a reçu des éloges de la part de certain-es Érythréen-nes de l'étranger favorables à l'État.

Des publications «antiguerre» comme Black Agenda Report et Black Alliance for Peace font l'éloge de l'Érythrée, la considérant comme l'un des rares pays africains à rejeter les États-Unis et d'autres formes d'aide et d'influence occidentales, louant sa position «anti-impérialiste». Leur incapacité à tenir compte des excès autoritaires flagrants de l'État érythréen démontre les limites d'un

tel anti-impérialisme, qui reste muet sur la répression de la classe ouvrière pratiquée par ce régime.

En effet, pour citer à nouveau Mohandesi, les relations impériales sont «*toujours conditionnées et propulsées par une pluralité d'autres forces, souvent contradictoires*» et, par conséquent, «*de nombreux États-nations tentant de se libérer de l'impérialisme se sont souvent retrouvés à afficher un comportement dangereusement proche de l'impérialisme même qu'ils cherchaient à abolir*». Un tel régime n'est pas viable, car il doit sa légitimité politique uniquement au chef d'État - Isaias Afwerki dans le cas de l'Érythrée. Les organisations indépendantes et la société civile ayant été anéanties par l'État, l'avenir politique le plus probable de l'Érythrée après le règne d'Afwerki sera le scénario néolibéral classique dicté par le FMI et les acteurs financiers mondiaux.

Notre alternative consiste à ne pas souscrire à la ligne de démarcation tracée par l'establishment occidental entre les «démocraties» libérales occidentales et les régimes «autoritaires» du Sud. Nous devons au contraire reconnaître que l'adoption et le développement de stratégies autoritaires de gouvernance varient en fonction des environnements géopolitiques, comme le montre l'intégration de la stratégie contre-insurrectionnelle de la «guerre contre la terreur» dans divers contextes nationaux.

Il est important de prendre acte de cette diversité, car la lutte contre les différents types d'autoritarisme requiert des stratégies différentes. En s'appuyant sur l'analyse qu'Alami et col. font du développement de l'étatisme dans l'économie capitaliste mondiale, une véritable praxis anti-impérialiste devrait tenir compte de la manière dont les États apprennent les uns des autres et développent leurs propres régimes répressifs de contrôle.

L'attaque tous azimuts des autorités chinoises contre les libertés civiles structure la relation de l'État au capital d'une manière qui lui est propre. Il ne diffère que par le degré et la méthode du processus de disqualification des minorités aux États-Unis. Les deux pays ont pour dénominateur commun la «*frustration de la cristallisation indépendante du prolétariat*», pour reprendre les termes de Trotsky (1969). Cet endiguement

des mouvements de masse de part et d'autre contribue à stabiliser le capitalisme mondial. Chaque État façonne ses méthodes de contrôle en fonction d'une combinaison complexe de facteurs à un moment donné, notamment son insertion spécifique dans les chaînes de valeur mondiales et la force des organisations de masse nationales et locales.

Cette analyse des rapports entre autoritarisme et impérialisme nous permet d'imaginer à quoi pourrait ressembler une «multipolarité» authentiquement socialiste : la convergence des mouvements antiautoritaires pour renforcer les institutions démocratiques à tous les échelons, du niveau mondial au niveau local. Cet objectif exige davantage que des formes étatiques de souveraineté ou que la redistribution du pouvoir entre les États-nations sur fond de déclin de l'hégémonie américaine.

Il est impératif de construire des alliances entre les mouvements qui luttent contre les différentes formes de montée de l'autoritarisme. Dans le même temps, nous devons comprendre que, pour les mouvements qui agissent dans des États autoritaires et illibéraux, il devient pratiquement impossible d'agir en l'absence des libertés fondamentales offertes par la démocratie bourgeoise. Dans de tels cas, comme en Russie ou à Hong Kong, qui sont soumis à des lois de sécurité nationale, les organisations progressistes dans les pays du Nord qui disposent de plus de ressources et de libertés devraient soutenir ces mouvements plus activement.

De même que l'autoritarisme ne peut être défini de manière simpliste, nous ne devons pas conceptualiser un tel rassemblement de mouvements antiautoritaires en termes utopiques. Comme le montrent les manifestations contre le projet de loi sur l'extradition à Hong Kong, la résistance populaire contre la junte au Myanmar, l'autodéfense militaire de l'Ukraine contre la Russie et le mouvement sri-lankais contre les Rajapaksas, les tensions ethniques et les préjugés politiques imprègnent ces mouvements dès le départ.

Les efforts déployés par l'empire nord-américain pour affirmer son influence, du soutien militaire de l'OTAN aux subventions de la National Endowment for Democracy (NED), se sont poursuivis sans relâche. Dès lors, comment identifier les forces populaires à soutenir ? Où pouvons-nous observer

les lieux les plus libres permettant aux mouvements d'agir et de développer leur pouvoir et leurs capacités dans chaque conjoncture historique précise ? Il n'est pas facile de répondre à ces questions, en particulier lorsque différentes forces réactionnaires sont présentes dans les deux camps du conflit. L'enjeu est dès lors de discerner de manière critique les rapports de force entre et dans les deux camps.

Un aperçu de quelques soulèvements récents montre qu'aucun modèle de lutte ne peut être généralisé. Sous les appareils d'État contrôlés par la junte militaire du Myanmar ou par le gouvernement de Hong Kong, la marge de manœuvre des mouvements est réduite au minimum. Les récentes mobilisations de masse en Chine et en Iran ont contraint les régimes de ces pays à envisager certaines réformes, mais ces mouvements ont de grandes difficultés à exister sur le plan institutionnel car leurs principaux militants ont été rapidement mis hors d'état de nuire. De même, s'agissant des comités de résistance nés de l'insurrection soudanaise en 2019 : alors que certains prônaient la mise en place d'une gouvernance révolutionnaire autonome en dehors de l'État, d'autres appelaient à l'institutionnalisation de nouvelles structures démocratiques au sein de l'État existant.

Dans tous les cas, la gauche doit s'attacher à cultiver des forces aussi indépendantes que possible de la direction politique des mouvements bourgeois ou de libération nationale. Il faut dépasser, en matière de niveau d'organisation, les composantes réactionnaires des mouvements sociaux, qui vont des nationalistes chauvins de droite aux alliés de l'impérialisme américain, sans se déconnecter de la mobilisation populaire.

Comme nous l'avons décrit plus haut, la tendance objective actuelle de l'impérialisme mondial contraint tous les États à consolider leur pouvoir de coercition au service du capital financier. Le paysage multipolaire de rivalités interimpériales a un énorme coût humain. Miser stratégiquement sur l'intensification de ces tensions, suivant une logique «accélérationniste» intransigeante, écraserait ce qu'il reste de mouvements indépendants dans certaines régions.

L'évolution positive des mouvements dans plusieurs pays d'Amérique latine ne présage

pas d'un destin similaire dans d'autres régions marquées par la multipolarité, comme en témoignent les mouvements dissidents qui luttent dans des régions telles que la Chine et l'Iran. Même Samir Amin admettait que «*les options économiques et les instruments politiques nécessaires [à une multipolarité socialiste] devront être développés conformément à un plan cohérent; ils ne surgiront pas spontanément dans les modèles actuels influencés par le dogme capitaliste et néolibéral*» (2004).

Le développement de nouveaux capitalismes d'État autoritaires devrait renforcer notre scepticisme quant à l'option du développement d'État comme antidote au capitalisme d'aujourd'hui. Comme l'écrit le socialiste irakien, Muhammed Ja'far, dans une critique d'Amin en 1979, «*on ne peut comprendre la formation d'une nation que comme la contrepartie sociale du mode de production économique capitaliste*» (2013).

Alami nuance cette analyse en expliquant que pour que l'État «*assure sa propre reproduction ainsi que celle du capital, il est obligé de canaliser les flux [financiers] et de manipuler leur contenu de classe dans le but de gérer les rapports de classes d'une manière compatible avec l'accumulation globale de capital*» (2020). Il ne s'agit pas ici d'exclure tout engagement au sein de l'État, mais de reconnaître qu'en dernière instance, l'infrastructure actuelle de l'État-nation sert nécessairement les intérêts de l'accumulation mondiale du capital. Ainsi, la façon de résister à l'impérialisme multipolaire consiste à analyser objectivement où et sous quelles formes les mouvements populaires émergent aujourd'hui et à trouver de nouvelles manières d'institutionnaliser la solidarité au-delà des modèles qui privilégient les élites étatiques.

La rivalité inter-impériale du siècle dernier n'a pas, en tant que telle, déterminé les gains des mouvements anticoloniaux de libération nationale - nous ne devons pas négliger le rôle subjectif de ces derniers dans le changement du cours de l'histoire. Si certains de ces mouvements peuvent servir d'inspiration aujourd'hui, il s'agit de ne pas être dogmatiquement nostalgiques de leurs expressions historiques. De nouvelles formes d'organisation de la classe ouvrière et des masses populaires sont nécessaires, à mesure que

la division impérialiste du travail mondial est médiatisée par des États différents.

Un nouvel internationalisme

Une forme de multipolarité véritablement émancipatrice devrait fournir une infrastructure à un ensemble très varié de mouvements populaires, des comités de résistance aux partis socialistes de masse, en passant par les syndicats de travailleur-euses. L'auto-détermination contre l'impérialisme mondial passe par la création, pour les mouvements populaires, de plateformes de rassemblement et de délibération démocratique. Ces espaces peuvent formuler des revendications révolutionnaires incompatibles avec les régimes actuels et, dans le même temps, accumuler du pouvoir en mettant en évidence les limites des formes dégénérées de gouvernance actuelles, qui vont du parlementarisme bourgeois à l'autoritarisme illibéral.

En quoi cela change-t-il exactement notre stratégie de solidarité internationale en tant que socialistes? Nous devons repenser ce que signifie concrètement l'expression «*l'ennemi principal est dans le pays*». Bien sûr, il ne s'agit pas d'abandonner la lutte contre l'impérialisme en Occident, mais plutôt d'élargir nos horizons pour cibler les lieux où les différents États se croisent et croisent les institutions internationales.

Voici quelques exemples d'opportunités de solidarité. La revendication des socialistes ukrainiens de Sotsialnyi Rukh de «*démocratiser l'ordre sécuritaire international*» afin de protéger les minorités et les peuples opprimés peut être reliée à d'autres luttes contre le colonialisme, comme celles menées en Papouasie occidentale contre la répression indonésienne. Les «BRICS d'en bas» (www.bricsfrombelow.org) et d'autres initiatives de base peuvent continuer à être renforcées par des mouvements locaux visant à faire pression contre la dette et les institutions financières. La situation actuelle en Éthiopie montre que des pays pourtant rivaux, de l'Iran à Israël, travaillent côte à côte pour financer la guerre menée par l'Éthiopie contre les Tigréens. Il en résulte la nécessité de lancer des campagnes coordonnées au niveau mondial, contre les politiques de «guerre contre la terreur» menées par différents régimes.

Ces luttes peuvent s'appuyer sur les campagnes actives en faveur de l'abolition menées par des organisations noires et musulmanes, telle que l'action des Muslim Abolitionist Futures (<https://www.muslimabolitionistfutures.org>). Nous pouvons également contribuer à rapprocher les mouvements qui luttent à l'intersection de différents capitalismes nationaux, qu'il s'agisse des peuples Tagaeri et Tarmenane, luttant contre l'empiètement du gouvernement équatorien et des entreprises chinoises sur leurs terres, ou des luttes contre la gentrification du quartier new-yorkais de Flushing, où les investissements des sociétés immobilières états-uniennes sont financés avec l'aide de banques chinoises.

Les partis et organisations socialistes peuvent contribuer à formaliser de tels rapprochements, tout en respectant l'autonomie de chaque lutte et le pluralisme. Plus que jamais, la réflexion sur les échecs essuyés par la gauche socialiste au 20^e siècle devrait confirmer le principe énoncé par Ernest Mandel : les avant-gardes socialistes ne devraient pas subordonner les intérêts de la classe dans son ensemble aux intérêts d'une secte, d'une chapelle ou d'une organisation spécifique.

Alors que Samir Amin estimait que «*les forces et les projets sociaux [devaient] d'abord prendre forme au niveau national comme véhicule des réformes nécessaires*» (2004), l'idée d'espaces nationaux distincts en termes de lutte et de développement devient de plus en plus difficile à défendre eu égard au visage changeant de l'impérialisme. Face à la menace toujours plus grande d'une catastrophe climatique, dans un système économique défaillant qui n'apporte aucune solution, nous devons continuer à créer des organisations de masse pour lutter sans la moindre ambiguïté programmatique en faveur de l'instauration d'institutions démocratiques, partout où cela est possible.

Mais ce serait faire preuve d'un véritable idéalisme que de miser sur une réorganisation du pouvoir de l'hégémon états-unien au profit d'une multipolarité d'élites nationales en vue de susciter de meilleures conditions de lutte. Les luttes révolutionnaires anti-impérialistes doivent garder leur caractère pluraliste et anti-autoritaire, et considérer la multipolarité sans démocratie socialiste comme une simple expression de l'impérialisme,

plutôt qu'y voir un signe avant-coureur de sa disparition.

Article paru sur <https://spectrejournal.com>, 6 janvier 2023, sous le titre : «*Against Multipolar Imperialism. Toward Socialist Multipolarity*» et dans *Anticolonialisme(s)*, sous la dir. de Frédéric Thomas, *Alternatives Sud*, Paris, Syllepse, 2023, trad. de Maurice Héron.

Bibliographie

- Alami I. (2020), *Money Power and Financial Capital in Emerging Markets: Facing the Liquidity Tsunami*, Londres, Routledge.
- Alami I., Dixon D.A., Mawdsley E. (2021), «*State Capitalism and the New Global Development Regime*», *Antipode - A Radical Journal of Geography*, 53-5.
- Amin S. (2004), *Beyond US Hegemony? Assessing the Prospects for a Multipolar World*, Londres, Zed Books.
- Arboled, M. (2020), *Planetary Mine: Territories of Extraction under Late Capitalism*, Londres, Verso.
- Bond P. (2022), «*Quelles conditionnalités pour la banque des BRICS*», *Alternatives Sud*, n° 29-3.
- Byler D. (sd), «*Surveillance Infrastructure Effects*», <https://chinamadeproject.net/>.
- Ignatz M. (2022), «*Multipolarity Then and Now: Reflections on the Non-Aligned Movement*», *www.ebb-magazine*, 10 juin.
- Ja'far M. (2013), «*National formation in the Arab region: a critique of Samir Amin*», <https://libcom.org/article/national-formation-arab-region-critique-samir-amin-mohammad-jafar>, 17 octobre.
- Mohandesi S. (2018), «*The specificity of imperialism*», *Viewpoint Magazine*, 1^{er} février.
- Peng Lu et Xuefei Cao (2014), «*An Analysis on Israel's War on Terror and Its Implications for China's War on Terror in Xinjiang - Using the Decision-Making Mechanism of the "National Security Commission" as the Focus*», Xinjiang Documentation Project, University of British Columbia.
- Rana A. (2022), «*Left Internationalism in the Heart of Empire*», *Dissent*, 23 mai.
- Trotsky L. (1969), *Fascism. What it is and how to fight it*, www.marxists.org/archive/trotsky/works/1944/1944-fas.htm.
- Wong V. (2022), «*Racial capitalism with Chinese Characteristics: analyzing the political economy of racialized dispossession and exploitation in Xinjiang*», *African Journal of International Economic Law*, vol. 3.
- Zajontz T. (2021), «*China's spatial fix and Africa's debt reckoning*», blog de la *Review of African Political Economy*.

Multipolarité : une doctrine au service des autoritarismes

Kavita Krishnan

La multipolarité est la boussole qui oriente la façon dont la gauche comprend les relations internationales. Tous les courants de la gauche en Inde et dans le monde plaident depuis longtemps pour un monde multipolaire par opposition à un monde unipolaire dominé par les États-Unis impérialistes. Dans le même temps, la multipolarité est devenue la clé de voûte du langage commun des fascismes et des autoritarismes mondiaux.

La multipolarité est un cri de ralliement pour les despotes, qui leur sert à déguiser leur guerre contre la démocratie en guerre contre l'impérialisme. Le déploiement de la multipolarité pour déguiser et légitimer le despotisme est vraiment rendu possible par l'acceptation retentissante par la gauche mondiale de la multipolarité en tant qu'expression bienvenue de la démocratisation anti-impérialiste des relations internationales.

En définissant sa réponse aux confrontations politiques au sein ou entre les États-nations comme une option à somme nulle entre l'approbation de la multipolarité ou de l'unipolarité, la gauche perpétue une fiction qui, même à son meilleur moment, a toujours été trompeuse et inexacte. Mais cette fiction est dangereuse aujourd'hui, car elle sert d'artifice narratif pour mettre en scène des fascistes et des autoritaires dans des rôles flatteurs.

Les conséquences malheureuses de l'engagement de la gauche en faveur d'une multipolarité sans valeur sont illustrées de manière très frappante avec sa réponse à l'invasion russe de l'Ukraine. La gauche mondiale et la gauche indienne ont légitimé et amplifié (à des degrés divers) le discours fasciste russe, en défendant l'invasion comme

un défi multipolaire à l'impérialisme unipolaire dirigé par les États-Unis.

La liberté d'être fasciste

Le 30 septembre [2022], tout en annonçant l'annexion illégale de quatre provinces ukrainiennes, le président russe Vladimir Poutine a précisé¹ ce que multipolarité et démocratie signifiaient dans sa conception idéologique. Il a défini la multipolarité comme la libération des tentatives des élites occidentales d'établir leurs propres valeurs « dégradées » de démocratie et de droits humains comme valeurs universelles, des valeurs « étrangères » à la grande majorité des gens en Occident et ailleurs.

Le stratagème rhétorique de Poutine consistait à déclarer que les concepts d'un ordre fondé sur des règles, la démocratie et la justice, ne sont rien de plus que des diktats idéologiques et impérialistes de l'Occident, servant simplement de prétextes pour violer la souveraineté d'autres nations.

Lorsque Poutine mettait en scène une indignation justifiée par la longue liste des crimes commis par les pays occidentaux - y compris le colonialisme, l'impérialisme, les invasions, les occupations, les génocides et les coups d'État - il était facile d'oublier que son discours n'était pas un discours exigeant la justice, des réparations et la fin de ces crimes. En fait, en affirmant le fait évident que les gouvernements occidentaux n'avaient « aucun droit moral d'intervenir, ni même de dire un mot sur la démocratie », Poutine a habilement exclu les êtres humains de l'équation.

Les peuples des nations colonisées ont combattu et continuent de se battre pour la

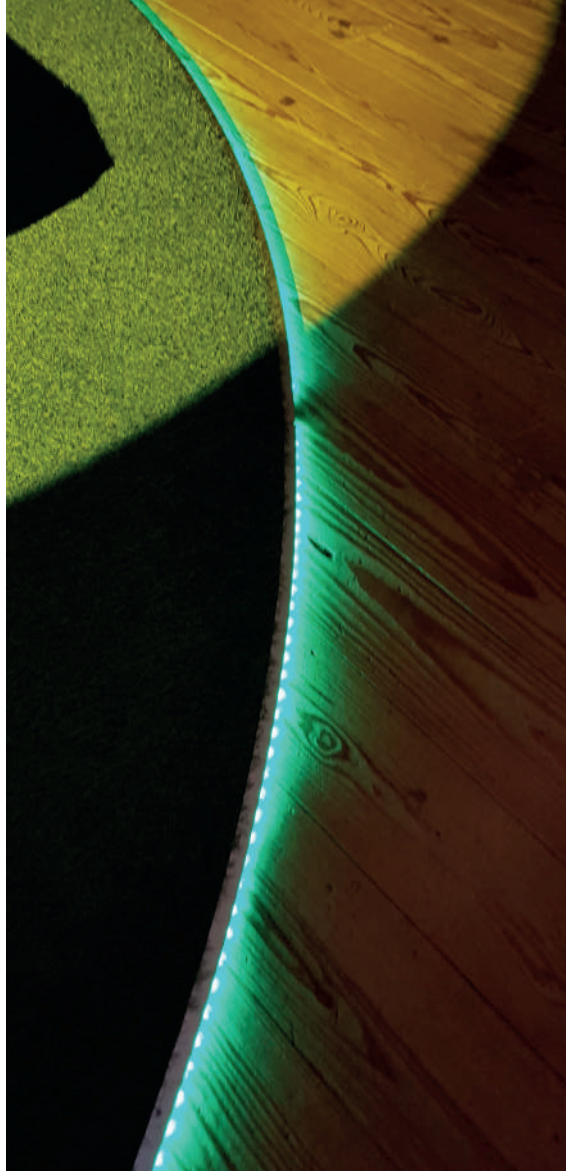
1. www.miragenews.com/full-text-of-putins-speech-at-annexation-866383/.

liberté. Les peuples des nations impérialistes descendent dans la rue pour exiger la démocratie et la justice, ils protestent contre le racisme, les guerres, les invasions, les occupations commises par leurs propres gouvernements. Mais Poutine ne soutenait pas ces personnes.

Au lieu de cela, il a indiqué aux forces «partageant les mêmes idées» partout dans le monde – des mouvements politiques d'extrême droite, suprémacistes blancs, racistes, antiféministes, homophobes et transphobes – qu'il fallait soutenir l'invasion, dans le cadre d'un projet avantageux pour eux tous : renverser «l'hégémonie unipolaire» des valeurs universelles de la démocratie et des droits de l'homme et «acquérir la vraie liberté, une perspective historique».

Poutine utilise une «perspective historique» de son choix pour soutenir une version suprémaciste d'une «civilisation paysanne» russe où les lois déshumanisent les personnes LGBT et où les références à des événements historiques sont criminalisées au nom du «renforcement de la souveraineté» de la Russie. Il affirme la liberté de la Russie de nier et de défier les normes démocratiques et les lois internationales définies «universellement» par des organismes comme les Nations unies. Le projet d'«intégration eurasiennne», que Poutine projette comme un défi multipolaire opposé à l'UE «impérialiste» et à l'unipolarité occidentale, ne peut être correctement compris que comme une partie de son projet idéologique et politique explicitement antidémocratique. (Une autre affaire est l'aspect de la concurrence entre les États-Unis et la Russie en tant que grandes puissances, rendu compliqué ici par le projet politique partagé par Trump aux États-Unis et Poutine en Russie)².

2. Voir Michael Crowley, «All of Trump's Russia Ties in 7 Charts», *Politico Magazine*, mars-avril 2017, <https://www.politico.com/magazine/story/2017/03/connections-trump-putin-russia-ties-chart-flynn-page-manafort-sessions-214868/>.



Un langage commun

Le langage de la «multipolarité» et de «l'anti-impérialisme» trouve également une résonance dans le totalitarisme hyper-nationaliste chinois.

Une déclaration conjointe³ de Poutine et Xi en février 2022, peu avant que la Russie n'envahisse l'Ukraine, a affirmé leur rejet commun des normes universellement acceptées de la démocratie et des droits humains, en faveur de définitions culturellement relativistes de ces termes : «Une nation peut choisir de telles formes et méthodes de mise en œuvre de la démocratie qui conviendraient le mieux à ses [...] traditions et à ses caractéristiques culturelles uniques [...]. Il n'appartient qu'au peuple du pays de décider si son État est démocratique». Ces idées ont été explicitement reliées par la déclaration aux «efforts déployés par la partie russe pour établir un système multipolaire juste de relations internationales».

3. <https://en.kremlin.ru/supplement/5770>.

Pour Xi⁴, les «valeurs universelles» de liberté, de démocratie et de droits de l'homme ont été utilisées pour provoquer la désintégration de l'Union soviétique, les changements drastiques en Europe de l'Est, les «révolutions de couleur» et les «printemps arabes», tout cela étant causé par l'intervention des États-Unis et de l'Occident. Tout mouvement populaire qui revendique des droits humains et une démocratie selon les critères largement acceptés, est traité comme une «révolution de couleur» impérialiste intrinsèquement illégitime.

La revendication d'une démocratie répondant aux normes universelles, portée par les manifestants du mouvement chinois contre la répression menée au nom du «zéro-Covid», est significative à la lumière des normes culturelles relativistes édictées par le gouvernement chinois. Un livre blanc de 2021, sur «L'approche de la Chine en matière de démocratie, de liberté et de droits de l'homme», a défini les droits humains comme un «bonheur» acquis grâce au bien-être et aux avantages sociaux, et non comme des protections contre un pouvoir gouvernemental sans limites⁵. Il omettait manifestement le droit de remettre en question le gouvernement, le droit à la dissidence ou celui de s'organiser librement.

Définir la démocratie «spécifique à la Chine» comme une «bonne gouvernance» et les droits humains comme un «bonheur» permet à Xi de justifier l'élimination des musulmans ouïghours. Il affirme que les camps de concentration pour «rééduquer» ces minorités et remodeler leur pratique de l'islam afin qu'elle soit «d'orientation chinoise», ont procuré une «bonne gouvernance» et un plus grand «bonheur⁶».

Parmi les dirigeants hindous-suprémacistes en Inde, il y a de forts échos du discours fasciste et autoritaire d'un «monde multipolaire» - où les puissances civilisationnelles

renaîtront pour réaffirmer leur ancienne gloire impérialiste, et où l'hégémonie de la démocratie libérale ouvrira la voie au nationalisme de droite.

Mohan Bhagwat, chef du Rashtriya Swamsevak Sangh⁷, a déclaré avec admiration que «dans un monde multipolaire» qui défie les États-Unis, «la Chine s'est maintenant relevée. Elle ne se soucie pas de ce que le monde en pense. Elle poursuit son objectif... [revenant à] l'expansionnisme de ses anciens empereurs». De même, «dans le monde multipolaire actuel, la Russie joue également son jeu. Elle essaie de progresser en supprimant l'Occident».

Le Premier ministre Narendra Modi a également attaqué à plusieurs reprises les défenseurs des droits humains comme anti-indiens alors même qu'il déclare que l'Inde est la «mère de la démocratie⁸». Ceci est rendu possible en voyant la démocratie indienne non pas à travers une lentille «occidentale», mais dans le cadre de son «ethos civilisationnel⁹». Une note diffusée par le gouvernement établit un lien entre la démocratie indienne et «la culture et la civilisation hindoues», l'«État hindou», et les conseils de caste traditionnels (souvent régressifs) qui appliquent et imposent les hiérarchies de caste et de genre¹⁰.

De telles idées reflètent également les tentatives d'incorporer les suprémacistes hindous dans un réseau mondial de forces d'extrême droite et autoritaires¹¹. L'idéologue fasciste russe Aleksandr Douguine (un peu comme Poutine) déclare que «la multipolarité [...] prône un retour aux fondements civilisationnels de chaque civilisation

4. www.china.org.cn/english/china_key_words/2018-10/29/content_68857761.htm.

5. https://english.www.gov.cn/archive/whitepaper/202112/07/content_WS61af46cdc6d09c94e48a1e49.html.

6. Voir K.J.M. Varma, «Islam in China must be Chinese in orientation: President Xi Jinping», *The Indian Express*, 17 juillet 2022, <https://indianexpress.com/article/world/islam-china-chinese-orientation-president-xi-jinping-8033799/>.

7. RSS, fondé en 1925, organisation paramilitaire fasciste liée au BJP de Modi.

8. Voir *The Indian Express*, 8 février 2021, <https://indianexpress.com/article/india/india-must-save-itself-from-foreign-destructive-ideology-pm-modi-in-rajya-sabha-7179445/>.

9. Voir *The Hindu*, 12 octobre 2021, www.thehindu.com/news/national/narendra-modi-slams-selective-reading-of-rights-issues/article36958420.ece.

10. Kavita Krishnan, «On Constitution Day, the Modi Government is Exacting the RSS's Revenge on Ambedkar», *The Wire*, 26 novembre 2022, <https://thewire.in/rights/constitution-day-modi-rss-ambedkar-democracy>.

11. Aleksandr Douguine, *Fascism-Borderless and Red* (1977), www.stephenhicks.org/wp-content/uploads/2022/03/DuginA-Fascism-Borderless-Red.pdf.

non occidentale (et un rejet de) la démocratie libérale et l'idéologie des droits de l'homme¹²».

L'influence va dans les deux sens. Douguine favorise la hiérarchie des castes en tant que modèle social¹³. Incorporant directement les valeurs brahmaniques du Manusmriti au fascisme international, Dugin voit «l'ordre actuel des choses», représenté par «les droits humains, l'anti-hiérarchie et le politiquement correct» comme le «Kali Yuga¹⁴» : une calamité qui entraîne le mélange des castes (un métissage également provoqué par la liberté des femmes, un autre aspect calamiteux du Kali Yuga) et le démantèlement de la hiérarchie. Il a décrit le succès électoral de Modi comme représentant une victoire pour la «multipolarité», une affirmation bienvenue des «valeurs indiennes» et une défaite pour l'hégémonie de «la démocratie libérale et l'idéologie des droits humains¹⁵».

Pourtant, la gauche continue d'utiliser la notion de «multipolarité» sans manifester la moindre compréhension de la façon dont fascistes et autoritaires formulent leurs propres objectifs dans le même langage.

Quand la gauche rencontre la droite

Le langage «multipolaire» de Poutine est censé résonner avec la gauche mondiale. Sa familiarité réconfortante semble empêcher la gauche – qui a toujours fait un excellent travail pour mettre à nu les mensonges qui sous-tendent les affirmations des bellicistes impérialistes américains prétendant «sauver la démocratie» – d'appliquer le même regard critique à la rhétorique anticoloniale et anti-impérialiste de Poutine.

Il est étrange que la gauche ait fait sien le langage de la polarité. Le discours de la

polarité appartient à l'école réaliste des relations internationales. Le réalisme voit l'ordre mondial en termes de concurrence entre les doctrines de politique étrangère, supposées refléter des «intérêts nationaux» objectifs, d'une poignée de «pôles» – les grandes puissances ou les aspirants à devenir grandes puissances. Le réalisme est fondamentalement incompatible avec la vision marxiste qui part du principe que «l'intérêt national», loin d'être un fait objectif et neutre en termes de valeur, est défini subjectivement par le «caractère politique (et donc moral) des couches dirigeantes qui élaborent et prennent des décisions de politique étrangère¹⁶».

Par exemple, Vijay Prashad, l'un des plus éminents partisans et défenseurs de la multipolarité dans la gauche mondiale, observe avec approbation que «la Russie et la Chine recherchent la souveraineté, pas le pouvoir mondial». Il ne mentionne pas que ces pouvoirs interprètent la souveraineté comme une absence de référence aux normes universelles de démocratie, de droits humains et d'égalité.

Un essai récent du secrétaire général du Parti communiste indien marxiste-léniniste (PCI-ml), Dipankar Bhattacharya¹⁷, présente des problèmes similaires en expliquant la décision du parti d'équilibrer la solidarité avec l'Ukraine avec sa préférence pour la multipolarité et sa priorité nationale de résistance au fascisme en Inde. (Scoop : j'ai été militante au PCI-ml pendant trois décennies et membre de son Bureau politique jusqu'à ce que je quitte le parti cette année, en raison de divergences qui ont atteint leur paroxysme avec la tiédeur de la solidarité du parti envers l'Ukraine.)

La formulation de Bhattacharya est qu'«indépendamment du caractère interne des puissances mondiales concurrentes, un monde multipolaire est certainement plus avantageux pour les forces et mouvements

12. Aleksandr Douguine, «The Indian moment of multipolarity», www.india-seminar.com/2020/728/728_aleksandr_dugin.htm.

13. Aleksandr Douguine, *La quatrième théorie politique : la Russie et les idées politiques au 21^e siècle* (préfacé par Alain Soral), Château-Thébaud, Ars Magna, 2012.

14. C'est le quatrième et actuel âge de la cosmogonie hindoue, un «âge de fer» ou un «âge noir», tirant son nom du démon Kali, au cours duquel la civilisation humaine dégénère spirituellement...

15. A. Douguine, *The Indian Moment of Multipolarity*, op. cit., note 12.

16. Achin Vanaik, «National Interest : A Flawed Notion» (Intérêt national : une notion erronée), *Economic and Political Weekly*, vol. 41, n° 49, 9 décembre 2006, <https://www.epw.in/journal/2006/49/perspectives/national-interest-flawed-notion.html>.

17. Dipankar Bhattacharya, «On the Current Juncture in India and the International Context», *Liberation* (organe central du PCI-ml), 27 septembre 2022.



progressistes du monde entier dans leur quête d'inversion des politiques néolibérales, de transformation sociale et d'avancée politique». Reformulons: le PCI-ml salue la montée des grandes puissances non occidentales même si elles sont fascistes ou autoritaires en interne, car il estime que ces puissances permettent un défi multipolaire à l'unipolarité américaine.

Une telle formulation de gauche n'offre aucune résistance aux projets fascistes/autoritaires qui se présentent comme les champions de la «multipolarité» anti-impérialiste. En fait, cela couvre ceux-ci d'un manteau de légitimité.

Bhattacharya pense qu'un soutien sans réserve à la résistance ukrainienne est difficile à concilier avec la «priorité nationale» de «combattre le fascisme en Inde». Lorsqu'il dit que le devoir de solidarité internationale de la gauche doit s'en remettre à sa perception de la «priorité nationale», l'internationalisme marxiste est brouillé par «l'intérêt national» réaliste, appliqué cette fois non seulement aux États-nations, mais aux partis nationaux de gauche eux-mêmes.

Mais en quoi la solidarité sans faille avec l'Ukraine contre une invasion fasciste est-elle en contradiction avec la lutte contre le fascisme en Inde? Le raisonnement de Bhattacharya est forcé, détourné et biaisé. Il fait un détour surprenant par la nécessité pour les mouvements communistes de se méfier des dangers de «donner la priorité à l'international au détriment de la situation nationale». Bhattacharya attribue à tort¹⁸ l'erreur de 1942 du Parti communiste indien de rester à l'écart du mouvement Quit India¹⁹ au fait qu'il a donné la priorité à son engagement international pour la défaite du fascisme pendant la Seconde Guerre mondiale, par rapport à son engagement national pour renverser le colonialisme de la Grande-Bretagne, qui était alors un allié dans la guerre contre le fascisme.

Ce calcul alambiqué obscurcit le simple fait: une défaite de l'invasion fasciste de Poutine en Ukraine enhardirait ceux qui luttent pour vaincre le fascisme de Modi en Inde. De même, une victoire pour ceux qui résistent à la tyrannie majoritaire de Xi inspirerait ceux qui résistent à la tyrannie majoritaire de Modi en Inde.

Pour reprendre les mots de Martin Luther King Jr, «l'injustice en quelque endroit est

18. La position du PC indien consistant à considérer les deux premières années de la Seconde Guerre mondiale comme une guerre entre impérialistes était conforme à la directive du Komintern de l'époque. Lorsque le pacte Molotov-Ribbentrop a été signé entre l'URSS et l'Allemagne nazie en 1939, le Komintern a brusquement modifié sa directive de 1935, qui invitait les communistes à former de vastes fronts populaires antifascistes spécifiquement contre le danger fasciste. Il a alors caractérisé la guerre déclenchée par l'Allemagne comme une simple guerre entre puissances impérialistes concurrentes. Le changement de position du PCI correspondait à celui du Komintern: la guerre n'a été qualifiée de «guerre populaire contre le fascisme» que lorsque l'Allemagne nazie a rompu le pacte et envahi l'URSS. Le problème du PCI ne résidait pas dans la difficulté à combiner l'internationalisme avec ses priorités nationales. Il résultait plutôt du fait qu'il s'était laissé guider non pas par une résistance cohérente au fascisme et à l'impérialisme, mais par l'approche sans principe et opportuniste de Staline vis-à-vis de l'Allemagne nazie et de la guerre (note de Kavita Krishnan).

19. Le mouvement Quit India (Quittez l'Inde ou en hindi Bharat chodo) était un appel pour une indépendance immédiate de l'Inde, émis par Gandhi le 8 août 1942. Les Britanniques réagirent le jour suivant par l'emprisonnement de Gandhi, Nehru et d'autres responsables du Parti du Congrès, qui fut interdit.

une menace pour la justice partout». Nous affaiblissons nos propres luttes démocratiques lorsque nous choisissons de voir les luttes des autres à travers une lentille campiste déformante. Notre choix n'est pas un jeu à somme nulle entre unipolarité et multipolarité. Dans chaque situation, nos choix sont clairs : nous pouvons soit soutenir la résistance et la survie des opprimés, soit nous soucier de la survie de l'opresseur.

Lorsque la gauche s'impose le «devoir» de soutenir la survie de régimes «multipolaires» (en Russie, en Chine et même, pour certains à gauche, en Iran), elle manque à son véritable devoir de soutenir les personnes qui luttent pour survivre au génocide perpétré par ces régimes. Tout avantage que les États-Unis pourraient tirer de leur soutien matériel ou militaire à de telles luttes est de loin compensé par le bénéfice de la survie de personnes qui, autrement, seraient confrontées à un génocide. Nous ferions bien de rappeler que le soutien matériel et militaire des États-Unis à l'URSS pendant la Seconde Guerre mondiale a joué un rôle dans la défaite de l'Allemagne nazie²⁰.

Les régimes tyranniques interprètent le soutien aux personnes qui leur résistent comme un soutien à «l'ingérence» étrangère ou impérialiste contre la «souveraineté» de ces régimes. Lorsque nous, à gauche, faisons de même, nous servons de catalyseurs et d'apologistes de ces tyrannies.

Ceux qui luttent dans des situations de vie ou de mort, ont besoin que nous respections leur autonomie et leur souveraineté pour décider quel type de soutien moral/matériel/militaire exiger/accepter/rejeter. La boussole morale de la gauche mondiale et indienne a besoin d'une réinitialisation urgente, afin

20. Rappelons, que les États-Unis ont fourni à l'URSS au cours de la Seconde Guerre mondiale 400 000 jeeps et camions, 14 000 avions, 8 000 camions-tracteurs, 13 000 chars, ainsi que plus de 15 millions de couvertures, 15 millions de paires de bottes militaires, 107 000 tonnes de coton, 2,7 millions de tonnes de carburant pour les avions, camions et chars, 4,5 millions de tonnes de nourriture. Le tout financé par un crédit sans intérêt d'un milliard de dollars de l'époque. Lors d'un dîner avec les dirigeants alliés pendant la conférence de Téhéran en décembre 1943, Staline déclara : « Les États-Unis [...] sont un pays de machines. Sans l'utilisation de ces machines par le biais du prêt-bail, nous aurions perdu cette guerre ». (<https://share.america.gov/america-sent-equipment-to-soviet-union-in-world-war-ii/>).

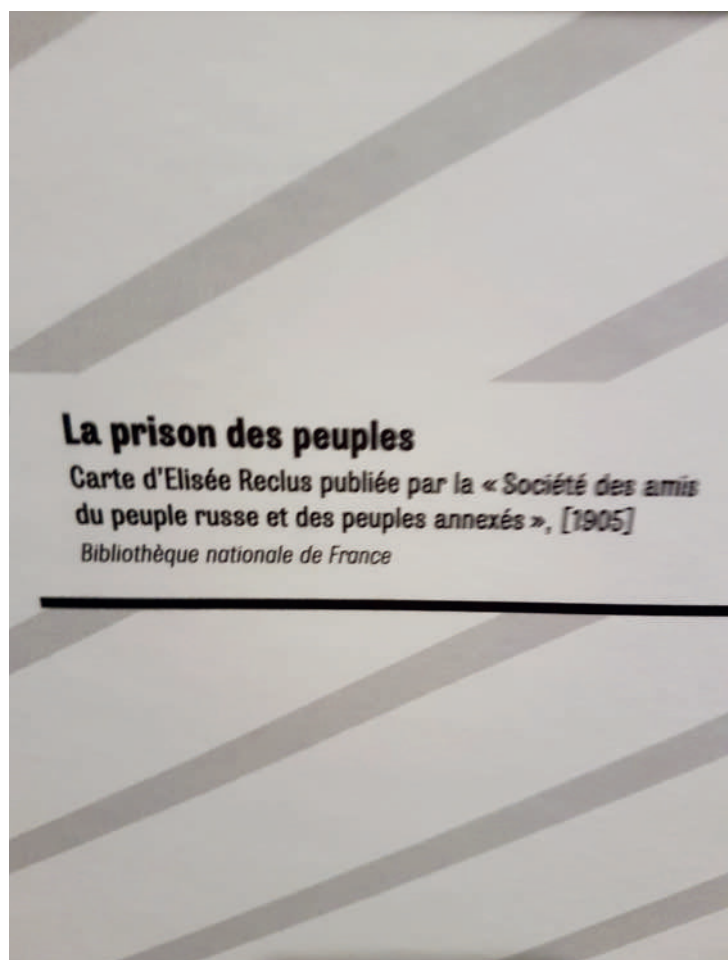
qu'elle puisse corriger son cours désastreux qui lui fait parler le même langage que les tyrans.

Kavita Krishnan est une militante et autrice féministe marxiste. Elle était membre du bureau politique du Parti communiste de l'Inde (marxiste-léniniste) et membre de son comité central depuis plus de deux décennies.

Elle a également été rédactrice en chef de la publication mensuelle de PCI-ml *Liberation*. Le 1^{er} septembre 2022, elle a annoncé que le parti l'avait relevée de tous les postes et responsabilités à sa demande à la suite de ses différends avec les dirigeants sur diverses questions, notamment celles liées à la Chine et à l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Kavita Krishnan a publié *Fearless Freedom* (La liberté sans peur), Penguin Random House India, Gurgaon 2020.

Cet article a été publié en anglais le 20 décembre 2022 par le magazine *The India Forum*, puis traduit en français et publié le 24 décembre 2022 par *Arguments pour la lutte sociale*.



L'Ukraine prisonnière de l'enchevêtrement des impérialismes: pistes pour un internationalisme socialiste

Promise Li

La guerre sanglante en Ukraine et les tensions croissantes autour de Taïwan montrent que les rivalités inter-impériales émergent de manière inégale au milieu d'une crise générale de rentabilité des classes dirigeantes. Alors que l'ère de l'hégémonie impériale inébranlable des États-Unis continue de s'éloigner, ces tensions ne favorisent en aucun cas de meilleures conditions pour un changement révolutionnaire.

Bien au contraire, cet état inchoatif de multipolarité introduit diverses permutations de collaboration entre l'État et le capital, ainsi que des conflits, qui modèlent de nouvelles façons de contenir le pouvoir de la classe ouvrière. En fait, je vais explorer ici le niveau sans précédent d'interdépendance économique que nous observons aujourd'hui entre les États-Unis et leurs rivaux - un effet de décennies de mondialisation néolibérale.

Le silence assourdissant des grandes puissances sur le nettoyage ethnique des Arméniens par l'Azerbaïdjan, et l'intérêt investi par les États-Unis et la Chine dans le maintien de la puissance israélienne, montrent que les antagonismes géopolitiques d'aujourd'hui n'expriment pas une rivalité pure et simple.

Une partie de la gauche antiguerre, représentée par exemple par des groupes comme Code Pink, n'a pas de cadre pour rendre compte de ces changements. Ils considèrent que leur seule responsabilité est de combattre l'impérialisme américain, ce qui signifie qu'ils n'ont pas grand-chose à dire lorsque d'autres impérialistes et nations oppressives menacent l'autonomie des petites nations.

Pire encore, l'incapacité de ces groupes à comprendre les contours changeants du système impérialiste mondial actuel rend en fait leur lutte bien intentionnée contre

l'impérialisme américain moins efficace, car ils ne reconnaissent pas l'interdépendance de l'impérialisme américain avec d'autres États - même ceux avec lesquels il est en tension.

L'enchevêtrement des impérialismes aujourd'hui

La «coopération antagoniste» est le meilleur cadre pour comprendre les rivalités au milieu de l'interdépendance qui façonnent l'impérialisme mondial aujourd'hui. Inventée par le marxiste allemand August Thalheimer, puis développée par les marxistes brésiliens de Política Operária (POLOP) dans les années 1960, la coopération antagoniste, comme l'illustre le programme de POLOP de 1967, est «une coopération visant à la conservation du système, qui trouve son fondement dans le processus même de centralisation du capital, et qui n'élimine pas les antagonismes inhérents au monde impérialiste».

Dans la période actuelle, ce concept peut aider à expliquer comment des rivalités géopolitiques intenses entre États impérialistes et sous-impérialistes - même entre blocs géopolitiques rivaux - peuvent exister sans interrompre l'accumulation du capital à l'échelle mondiale, même si c'est sous des formes inégales. Il ne s'agit pas de minimiser l'existence et les dangers des rivalités interimpérialistes, mais d'établir que ces antagonismes émergent dans le registre de la coopération.

Pour être clair, l'accent mis sur la coopération interimpérialiste n'est pas ce que Karl Kautsky envisageait sous le nom d'«ultra-impérialisme», un fantasme selon lequel les impérialistes déposeraient pacifiquement les armes et coexisteraient pour partager

les profits. La Première Guerre mondiale a bouleversé cette chimère et, aujourd'hui encore, les impérialistes ne coexistent manifestement pas de manière pacifique. De nouveaux foyers de tension se transforment en guerres chaudes.

Néanmoins, malgré ces rivalités, la mondialisation semble se poursuivre. Tout le discours sur le « *de-risking* » est une manifestation de l'adaptation de la mondialisation aux nouvelles conditions de tension géopolitique. Ce que nous voyons aujourd'hui, c'est que le découplage complet entre les différents impérialismes est beaucoup moins simple ou inévitable que lors de la Première Guerre mondiale.

L'interdépendance économique entre les empires n'a pas empêché une guerre totale dans les années 1910. Mais même les principaux chercheurs qui se sont penchés sur l'interdépendance économique pendant la Première Guerre mondiale ont principalement étudié l'interdépendance entre les Alliés et avec les colonies d'outre-mer, et non entre les blocs belligérants¹.

Les tensions actuelles entre les États-Unis et la Chine peuvent apparaître alors même que le commerce bilatéral entre les deux pays atteint un niveau record. La financiarisation a atteint des sommets monstrueux impensables pendant la Première Guerre mondiale. En d'autres termes, nous devons examiner comment la persistance de ces liens économiques limite et façonne les termes des antagonismes interimpérialistes qui émergent inévitablement – d'une manière que Lénine, Hilferding, Boukharine et d'autres théoriciens de l'impérialisme n'avaient pas entièrement prédite.

L'intégration de la classe capitaliste par le biais d'institutions multilatérales, telles que le Fonds monétaire international et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), entre en tension directe avec la tendance actuelle du système mondial au renouvellement et à la montée des nationalismes économiques et industriels aux États-Unis et en Chine. Le « découplage » de certaines industries, illustré par les rivalités croissantes dans les

industries technologiques, se heurte à la résistance d'autres secteurs dominants du capital.

Quelques exemples illustreront mon propos. Malgré les rapports selon lesquels la croissance du constructeur d'avions chinois Commercial Aircraft Corporation of China (COMAC) exclut les concurrents occidentaux en Chine, COMAC et Boeing viennent de signer un nouvel accord pour approfondir leur collaboration dans un centre de recherche commun à la fin de l'année 2022.

Même si Microsoft délocalise une partie de son personnel hors de ses bureaux chinois, le géant de la technologie continue de créer d'importantes coentreprises avec des entreprises chinoises, de Kuberay à Avanade. Les droits de douane américains ont un impact négatif sur les importations chinoises, mais les exportations chinoises continuent d'exploser, qu'il s'agisse de véhicules électriques ou de batteries.

L'année dernière, dans un discours prononcé à Davos, Xi Jinping a réaffirmé que « la Chine continuera à laisser le marché jouer un rôle décisif dans l'allocation des ressources » tout en « défendant le système commercial multilatéral avec l'OMC en son centre » – un sentiment réitéré par le vice-premier ministre Liu He au même endroit en janvier dernier.

En effet, la supposée chute brutale des importations chinoises aux États-Unis en 2023 est plus compliquée qu'il n'y paraît à première vue : la plupart de ces marchandises sont simplement réacheminées via des pays comme le Vietnam et le Mexique. Même le PDG de Raytheon a déclaré à l'automne 2023 que le découplage n'était tout simplement pas possible, compte tenu de l'importance des minéraux rares en Chine nécessaires à la production aux États-Unis.

Dans un registre différent mais connexe, les développements tragiques au Nagorno-Karabakh témoignent une fois de plus de la réalité : les choses ne sont pas aussi simples que la rivalité interimpérialiste traditionnelle. Alors que l'Occident cherche à établir des liens avec l'Azerbaïdjan pour tenter d'exploiter ses ressources pétrolières en tant qu'alternative énergétique à la Russie depuis le début de la guerre en Ukraine, l'Azerbaïdjan a renforcé ses liens avec la Russie pour importer son gaz afin de répondre à cette demande.

1. Jamie Martin, « Globalizing the History of the First World War: Economic Approaches », *The Historical Journal*, vol. 65, n° 3, juin 2022.



La Turquie, membre de l'OTAN, qui a alimenté la campagne de nettoyage ethnique azérie, espère également devenir une nouvelle « plaque tournante du gaz » pour blanchir le gaz russe vers l'Occident en tant que « gaz turc ». Malgré les sanctions occidentales à l'encontre de la Russie, Chevron n'a pas renoncé à sa participation au gazoduc caspien dirigé par la Russie. Nous n'avons tout simplement pas vu ce type de liens persister pendant la guerre sanglante de la Première Guerre mondiale.

Le nationalisme industriel croissant dans différents pays n'entrave pas totalement l'engagement de leurs classes dirigeantes en faveur de la mondialisation néolibérale. Cela suggère des divisions au sein de chaque classe capitaliste nationale - ceux qui sont pour l'accélération de la « nouvelle guerre froide » contre ceux qui s'y opposent.

Les institutions financières dictent plus que jamais les termes de l'ordre mondial impérialiste, notamment sous la forme de gestionnaires d'actifs tels que Blackrock et Vanguard, ce dernier étant désormais l'un des plus grands blocs d'actionnaires d'Exxon et de la société d'État chinoise Sinopec.

L'économiste politique Patrick Bond observe que différents États, en particulier ceux que certains présentent comme une alternative multipolaire au capitalisme occidental, contribuent à approfondir et à étendre l'accumulation du capital, comme Rosa Luxemburg a commencé à le décrire un siècle plus tôt. Bond écrit :

Premièrement, les tendances à la crise capitaliste mondiale amplifiées émanent des économies centrifuges des BRICS. Deuxièmement, la multipolarité amplifie le caractère néolibéral des institutions multilatérales, en particulier dans les sphères de la finance, du commerce et de la politique climatique, à mesure que les BRICS gagnent un siège à la table. Troisièmement, d'une manière sub-impériale, les entreprises basées sur les BRICS sont des forces vitales dans l'accumulation super-exploitante dans leurs régions respectives et au-delà².

En d'autres termes, les principaux acteurs de cette « nouvelle guerre froide » ne sont pas les seuls protagonistes. Les États de taille moyenne et les autres États régionaux y trouvent également de nouvelles formes d'action. Ils codirigent la poursuite de l'accumulation de capital structurée par d'autres *hégémons*, tout en trouvant une marge de manœuvre pour renforcer leur propre pouvoir politique, aidé par l'expansion d'un important secteur financier.

Les champions de la multipolarité, de Lula à Xi, pour citer à nouveau Bond, parlent à gauche et marchent à droite : ils parlent dans des registres anti-impérialistes pour

2. Patrick Bond, « The BRICS' Centrifugal Geopolitical Economy », *Vestnik RUDN*, n° 3, 2018, p. 536.

détourner l'attention des problèmes endogènes de leurs pays qui ne peuvent être entièrement réduits aux sanctions américaines, tout en continuant à défendre la mondialisation encore plus fidèlement que les États-Unis.

De vieux alliés des États-Unis, comme les Saoudiens, «diversifient leur portefeuille», pour ainsi dire, en se tournant en partie vers la Chine et diverses formes de partenariats public-privé néolibéraux pour le développement. Il en va de même pour Israël, dont le commerce avec la Chine est monté en flèche ces dernières années, au moment même où la campagne de boycott, de désinvestissement et de sanctions (BDS) prenait son essor.

Même après le génocide israélien de Gaza en octobre, la Chine a critiqué Israël pour être allé trop loin, mais a réaffirmé la solution des deux États. Alors qu'Israël cherche à diversifier ses alliés politiques et économiques, la Chine équilibre ses engagements profonds envers les bourgeoisies israélienne et arabe en soutenant une vision très compromise de la souveraineté palestinienne.

Exigences pratiques

Que doivent retenir les socialistes de cette période chaotique de transformation du système impérialiste mondial? La principale leçon à tirer aujourd'hui est que la contradiction centrale de la rivalité interimpérialiste actuelle - c'est-à-dire la persistance d'une interdépendance profonde qui structure la rivalité - la distingue de l'unipolarité américaine, de la rivalité interimpérialiste traditionnelle de la Première Guerre mondiale ou de ce que Karl Kautsky imaginait comme une «fédération des plus forts, qui renoncent à leur course aux armements» pacifique.

Nous ne devons pas confondre le découplage de certaines industries avec la disparition pure et simple de l'interdépendance du système impérialiste mondial. Cela m'amène à mon point clé: en agissant ainsi, nous risquerions de négliger les nombreux sites de collaboration interimpérialiste qui peuvent constituer des cibles importantes pour une stratégie socialiste sur le travail internationaliste.

Comment alors recadrer nos stratégies d'internationalisme en fonction de cette analyse? Tout d'abord, nous devons reconnaître l'attrait persuasif d'une politique qui insiste

sur le fait que nous ne pouvons nous concentrer que sur les crimes américains pour de nombreux nouveaux et jeunes radicaux d'aujourd'hui, tout en restant silencieux sur l'oppression d'autres États.

Certains affirment que les membres du noyau impérial n'ont pas le droit d'intervenir dans les affaires intérieures d'autres pays, en particulier ceux qui sont menacés par les États-Unis, et que notre devoir internationaliste se limite à ce que fait l'impérialisme américain. Cela offre aux militants du noyau impérial une promesse illusoire mais convaincante d'action pratique.

Cette promesse est puissante: elle permet aux socialistes occidentaux d'avoir l'impression qu'ils peuvent rendre compte de leurs privilèges d'être dans le noyau impérial, et de soutenir de manière significative leurs homologues à l'étranger - sans avoir à relever les immenses défis que représente le soutien aux mouvements indépendants à l'étranger au milieu des pressions de l'impérialisme mondial et de leur propre classe dirigeante nationale.

La mise entre parenthèses de ces luttes offre une issue facile, en se contentant de solutions qui limitent la croissance des acquis révolutionnaires. Comme le dit l'historien des idées Barnaby Raine, ce type de politique est fondamentalement pessimiste, «ancré dans la réalité qu'il est difficile de concevoir des transformations historiques plus importantes³».

L'omniprésence de ce pessimisme signifie qu'il serait difficile de persuader des masses de socialistes d'agir concrètement pour des mouvements attaqués par des oppresseurs autres que les États-Unis. Nous devons expliquer que ces luttes sont liées, et donner la priorité à des solutions d'organisation qui peuvent rapprocher ces luttes, et non les isoler les unes des autres.

Plus précisément, nous devons nous méfier des solutions qui brouillent l'indépendance politique des socialistes par rapport aux libéraux dans les luttes démocratiques générales. Comme l'a écrit Lénine dans *Que faire?*, l'alliance conditionnelle des socialistes avec les démocrates bourgeois n'a de sens

3. Barnaby Raine, «L'ennemi de mon ennemi est-il mon ami?», *The Breach*, 22 octobre 2021, <https://breachmedia.ca/is-the-enemy-of-my-enemy-my-friend/>.

que «dans la mesure où ses tâches démocratiques [...] sont concernées», et nous devons nous méfier des actions qui menacent de réduire «le mouvement naissant de la classe ouvrière à un appendice des libéraux».

D'une part, il est inefficace et en décalage avec de nombreux socialistes, anti-impérialistes et autres activistes du mouvement, par exemple, de les appeler à faire activement pression pour obtenir plus d'armes pour l'Ukraine, car la plupart sont à juste titre horrifiés par ce qui est devenu le budget militaire le plus important de l'histoire des États-Unis.

Bien entendu, les socialistes devraient défendre le droit des mouvements de libération nationale contre les forces étrangères à demander des armes là où ils le peuvent, tout comme les socialistes l'ont fait lorsque les républicains espagnols ont demandé des armes aux États capitalistes contre le régime fasciste pendant la guerre civile espagnole.

Dans le même temps, nous devons reconnaître que les puissances occidentales militarisent l'Ukraine et Taïwan, par exemple, afin d'augmenter massivement leurs propres budgets militaires. Les libéraux faucons appellent à une augmentation de la fourniture d'armes à l'Ukraine, et la gauche doit réfléchir à la manière dont notre organisation peut se distinguer d'eux, plutôt que de suivre les libéraux et de faire pression sans esprit critique pour plus d'armes.

Nous pouvons soutenir le droit des Ukrainiens à réclamer des armes, tout en nous opposant à toute tentative des impérialistes occidentaux d'utiliser l'assistance défensive et humanitaire à l'Ukraine comme excuse pour augmenter les budgets et les infrastructures militaires.

Au-delà de cette question, nous avons besoin de plus que des appels abstraits et moralisateurs à «soutenir les mouvements de travailleurs et l'autodétermination partout dans le monde» qui ne sont pas liés à des campagnes pratiques. Nous devons nous organiser autour de solutions positives qui nous distinguent des libéraux, tout en nous appuyant sur la puissance des différentes luttes locales pour cibler les sites de collaboration ou d'interdépendance interimpériale.

Cela peut prendre différentes formes. Par exemple, l'appel demandant aux institutions financières multilatérales d'annuler la dette de l'Ukraine soutient concrètement la lutte

pour l'autodétermination de l'Ukraine et la reconstruction d'alternatives aux politiques néolibérales du gouvernement Zelensky, tout en nous donnant des cibles pratiques (comme le FMI) contre lesquelles nous pouvons nous organiser en Occident.

Ces appels concrets peuvent s'inscrire dans le cadre de revendications transitoires à l'échelle mondiale, en se connectant à d'autres campagnes populaires en cours contre les régimes d'endettement expansifs de ces institutions et les plans d'austérité d'«ajustement structurel» dans certaines parties du Sud, comme le Sri Lanka.

Sur la question de la Chine, nous devrions organiser les socialistes et les travailleurs dans les industries stratégiques de la collaboration américano-chinoise (par exemple, les magasins Apple et Tesla), en fusionnant les revendications «de base» avec les revendications internationalistes. En identifiant l'interdépendance des entreprises américaines et du capital chinois comme un site concret d'organisation, nous pouvons fournir une alternative pratique à de nombreux dissidents d'outre-mer qui considèrent les solutions militaristes de l'establishment américain contre la Chine comme une voie principale de l'internationalisme.

Nous pouvons nous appuyer sur les efforts passés, y compris, mais sans s'y limiter, sur les exemples suivants :

- la campagne de solidarité avec les Ouïghours, basée au Royaume-Uni, a protesté contre les liens de Zara avec le travail forcé des Ouïghours⁴;
- l'engagement de trente jours de DSA Muslim pour #BoycottGenocide contre les entreprises occidentales complices du travail forcé des Ouïghours⁵.
- la manifestation de militants ouvriers chinois à l'étranger dans les magasins Apple, dénonçant les mauvais traitements infligés par Apple et Foxconn aux travailleurs chinois⁶;

4. <https://uyghursolidarityuk.org/2021/12/07/11-dec-protest-zaras-forced-uyghur-labour/>.

5. <https://actionnetwork.org/forms/30-day-pledge-to-boycottgenocide/>.

6. <https://labornotes.org/blogs/2022/11/after-workers-flee-chinas-largest-iphone-factory-activists-demand-accountability-apple>.

■ la journée de solidarité avec les travailleurs chinois de Foxconn organisée en 2012 par le syndicat américain Apple Retail Union⁷.

Construire une gauche internationaliste

Ce cadre nous permet également de pousser les communautés de la diaspora vers la gauche. Pour les communautés empêchées d'exprimer leur désaccord dans leur pays d'origine, les espaces de mouvement dans les démocraties libérales du noyau impérial servent souvent de site stratégique pour formuler des demandes en tant qu'opposition indépendante et pour construire des organisations de masse.

Ces groupes sont généralement catalogués comme étant irrémédiablement de droite et anticommunistes, comme la diaspora cubaine, mais la réalité est bien plus complexe. Certes, d'après mon expérience personnelle des cercles de la diaspora de Hong Kong, ces espaces peuvent être extrêmement pro-américains, libéraux et «non idéologiques» à la mode. Mais nombre d'entre eux sont souvent réceptifs à n'importe quelle tactique dès lors qu'elle contribue à lutter contre les régimes de leur pays d'origine.

En ce sens, par exemple, il peut être intéressant de concevoir des possibilités d'organiser différentes communautés dissidentes de la diaspora qui résistent à l'oppression chinoise dans le cadre de la vaste campagne pro-palestinienne BDS. Cette idée peut encourager ces communautés à reconnaître les intersections des pouvoirs américain et chinois dans leur soutien économique mutuel à l'État d'apartheid israélien, tout en renforçant les rangs de la lutte de solidarité pro-palestinienne.

Ainsi, l'expertise collective des mouvements luttant contre différents impérialismes peut cibler efficacement les sites de collaboration interimpériale qui persistent malgré les tensions géopolitiques, en particulier lorsque le pouvoir économique et politique d'un souverain découle en partie d'un autre.

Les gouvernements dits anti-impérialistes s'approprient souvent les infrastructures coloniales traditionnelles d'oppression et



7. www.cnet.com/tech/tech-industry/apple-unions-day-of-solidarity-to-protest-working-conditions/.

s'appuient sur elles. L'écrivain tibétain Kalden Dhatsenpa observe que «les connaissances techniques et les capitaux des sociétés minières canadiennes ont contribué à accélérer le rythme et l'ampleur de la dépossession du Tibet par la Chine⁸».

Pan Yue, l'actuel chef de la Commission chinoise des affaires ethniques, déclare ouvertement que la Chine devrait s'inspirer des méthodes coloniales des États-Unis, de la Russie et d'Israël pour introduire des colons han à sa frontière occidentale.

Il en va de même pour les ressources impérialistes que l'État chinois recrute depuis longtemps pour construire l'État de surveillance chinois au Xinjiang, comme l'adoption par les académies de police d'État chinoises des tactiques de contre-insurrection israéliennes⁹. L'opposition à l'impérialisme américain ne doit pas se limiter à une critique sélective de ses véhicules, mais doit plutôt porter sur ses liens avec d'autres États «ri-vaux».

Nous devons soutenir tous les mouvements d'autodétermination contre les oppresseurs, mais la forme précise que prend cette solidarité peut varier en fonction de dynamiques géopolitiques plus larges et d'autres conditions spécifiques¹⁰. Dans le cas de l'Ukraine, qui bénéficie du soutien des impérialistes occidentaux, nous devons nous efforcer de manière plus convaincante d'organiser les gens dans des efforts de coalition en vue d'un ensemble positif de campagnes : abolir la dette de l'Ukraine en même temps que les autres dettes du Sud global, construire une solidarité avec les syndicats ukrainiens et améliorer leurs revendications.

Cette approche n'abandonne pas le soutien à l'autodéfense ukrainienne, mais centre une plate-forme pratique de solidarité internationale en tant qu'image miroir de ceux qui s'opposent aux Ukrainiens qui demandent de l'aide. La meilleure tactique pour contrer les attaques contre notre position sur l'autodétermination de l'Ukraine n'est pas de

combattre ces critiques sur leurs propres bases, mais de recadrer les termes du débat.

Notre principal argument devrait être le suivant : si les socialistes veulent vraiment ce qu'il y a de mieux pour les Ukrainiens, ils se battraient activement avec nous sur les demandes pratiques que nous suggérons, et non sur une plate-forme simplement négative et oppositionnelle (par exemple, s'opposer aux armes pour l'Ukraine sans rien faire d'autre) qui ne promet aucune voie concrète de solidarité avec un mouvement pour l'autodétermination.

D'un autre côté, ce type de campagne d'opposition intransigeante est essentiel dans les cas où «notre propre» machine de guerre est opposée à ces mouvements d'autodétermination. La constitution d'un large front d'opposition aux armes américaines à destination d'Israël, avec une diversité de tactiques, est d'une efficacité immédiate. La coopération antagoniste des impérialistes, des États-Unis à la Chine, pour maintenir l'État colonisateur d'Israël signifie que nous pouvons faire appel à d'autres mouvements pour nous opposer à toutes sortes d'investissements en Israël, de la part d'entreprises américaines ou chinoises.

Un tel cadre nous donne au moins un point de départ pour encourager les socialistes à réfléchir à la violence d'autres États capitalistes et impérialistes. Notre réponse à ceux qui nous reprochent de ne pas nous engager contre l'impérialisme américain devrait être qu'ils ne combattent pas complètement l'impérialisme américain – en s'abstenant d'agir contre les autres impérialismes avec lesquels il est enchevêtré.

Article publié dans *Against The Current*, n° 227, novembre-décembre 2023, <https://againstthecurrent.org/about/>. *Against The Current* est publiée à Détroit (États-Unis).

8. <https://breachmedia.ca/canada-birther-a-mining-industry-in-chinese-occupied-tibet/>.

9. <https://xinjiang.sppga.ubc.ca/israel-analysis/>.

10. <https://links.org.au/us-china-rivalry-antagonistic-cooperation-and-anti-imperialism-21st-century-interview-promise-li>.

ON EN PARLAIT DÉJÀ HIER

Action

2

1



Pour un renouvellement du socialisme

Victor Serge

De même que, vers 1848, Marx et Engels pouvaient affirmer avec raison que l'économie capitaliste s'imposerait au monde entier en faisant naître ses propres fossoyeurs, nous voyons aujourd'hui les économies capitalistes de la « libre entreprise » rapidement acheminées vers des systèmes dirigés et planifiés, foncièrement *collectivistes* dès lors, même s'ils gardent un caractère mixte en laissant à la propriété privée des moyens de production, une fonction plus ou moins étendue, plus ou moins symbolique.

Nous découvrons en même temps que le *collectivisme* n'est pas, comme on fut tenté de l'admettre, synonyme de socialisme, et peut-être même revêtir des formes antisocialistes d'exploitation du travail et de mépris de l'homme. Nous constatons que les problèmes de l'organisation rationnelle de la production, de la sécurité et de la liberté de l'homme, posés par le mouvement socialiste sont partout mis à l'ordre du jour en termes inéluctables, par des événements par les événements mêmes; et nous voyons au même moment l'extrême faiblesse des mouvements qui préconisent le *collectivisme socialiste*, répondant ainsi à la fois au développement de l'économie et aux aspirations confuses des grandes masses lésées par l'état de choses actuels.

Que cette faiblesse soit largement due aux défaites subies par le socialisme européen n'est pas niable; qu'une part de responsabilité dans ces défaites revienne aux vaincus n'est pas niable non plus. Il semble évident que l'évolution du régime soviétique vers le totalitarisme ait été en grande partie due au manque de clairvoyance des bolcheviks, aux méthodes qu'ils employèrent, à leur méconnaissance des valeurs de la démocratie, à leur psychologie. (Ceux d'entre eux qui se ressaisirent, se ressaisirent trop tard et ne purent que mourir courageusement.)

Dans les autres pays d'Europe, le socialisme réformiste fit preuve de moins d'énergie sans plus de clairvoyance. On a coutume de dire, en termes marxistes, que le « facteur subjectif ne fut pas la hauteur des circonstances objectives » - en d'autres termes que les socialistes n'eurent pas assez clairement conscience des périls qu'ils affrontaient et des opportunités qui s'offraient à eux. Depuis un quart de siècle, ils disposaient d'un armement intellectuel sensiblement inférieur à celui qui avait fait leur force auparavant. Le pouvoir absolu, exercé par les bolcheviks en Russie, ne compensait pas leur réelle insuffisance idéologique. Si bien que les Russes durent suppléer à la connaissance et à la persuasion par la volonté et l'autorité - et aussi par la terreur. Les socialistes démocrates de l'Europe occidentale furent brutalement dépassés par les événements.

C'est qu'à partir de la Première Guerre mondiale, le *socialisme scientifique* - c'est-à-dire à l'esprit scientifique, et bien au courant des connaissances de l'époque -, au moment même où il remporte ses plus grandes victoires révolutionnaires, se laisse distancer par la science moderne, perdant ainsi de sa capacité d'orientation et de son rayonnement intellectuel. Nous pensons que l'armature du marxisme résiste à la critique la plus serrée, du moins en ses éléments fondamentaux qui sont: 1) l'analyse du capitalisme; 2) la méthode d'investigation et d'interprétation de l'histoire, dite du *matériel historique*; et 3) la grande affirmation d'un humanisme actif.

Mais, mais il est arrivé que ses notions essentielles se sont incorporées à la pensée scientifique et pratique modernes au point d'y perdre leur personnalité. Les hommes d'État conservateurs, les économistes des trusts, les vrais chefs du capitalisme (et parfois leurs universitaires) généralement antisocialistes ont appliqué le matériel historique

avec une compétence et une vigueur qu'il ne faut pas méconnaître pendant que le rayonnement du marxisme déclinait. La même aventure fut celle de la théorie de l'évolution, révolutionnaire au 19^e siècle, puis généralement admise

Sur d'autres points importants, la pensée socialiste nécessitait des mises à jour qui restent à faire. L'incursion du marxisme dans la philosophie s'est révélée inadéquate. Le *matérialisme dialectique* conçu, comme « la loi du développement, de la nature et de la pensée » ne nous apparaît plus que comme une production métaphysique rattachée au vieil hégélianisme, mais il a joué un rôle funeste dans la dégénérescence du socialisme russe à partir du moment où il est devenu la philosophie officielle de l'URSS, un dogme d'État, une justification de la pensée dirigée. Si l'État possède la vérité philosophique, pourquoi en effet tolérerait-il l'erreur ? Il apparaît naturel de proscrire les ouvrages – et les auteurs – entachés d'erreur.

Renouveau par la psychologie

[...] La division des masses laborieuse en minorité « révolutionnaire » et majorité « modérée » est encore considérée le plus souvent comme purement politique – ou circonstancielle – et l'on pense pouvoir y remédier éventuellement par la propagande et la tactique. Ne s'agit-il pas en réalité de caractères plus ou moins dynamiques fondés sur la psychologie profonde ?

Les rapports affectifs et politiques entre les leaders et les masses n'ont pas davantage été étudiés et l'ignorance de la nature de ces rapports a facilité au secteur communiste le glissement vers le culte du Chef. On s'est fié à la « justesse des idées » (à la « politique juste » sans cesse invoquée par Trotsky) pour amener les travailleurs au socialisme ; c'était méconnaître une foule de facteurs subconscients en adoptant un langage rationnel (tempéré par la démagogie et amélioré par l'idéalisme). Dans les conflits de tendance, les rapports entre militant, dans les drames d'un bureau politique tout-puissant, nous pensons que l'ignorance de la psychologie a joué un rôle fâcheux et quelques fois terrible. La méconnaissance de l'ennemi a été pire. Ainsi, il est vrai que le nazisme fut en gros un mouvement de déclassés encouragé, porté à la puissance par le grand public ;

mais il est vrai aussi que ce mouvement exploitait, réveillait des sentiments profonds, des forces affectives infiniment redoutables et qu'on ne le comprit que beaucoup trop tard. Les racines du racisme, de l'antisémitisme, du *führer-isme* ne pourront être extirpées que si on les recherche dans la psychologie profonde de l'individu et des masses.

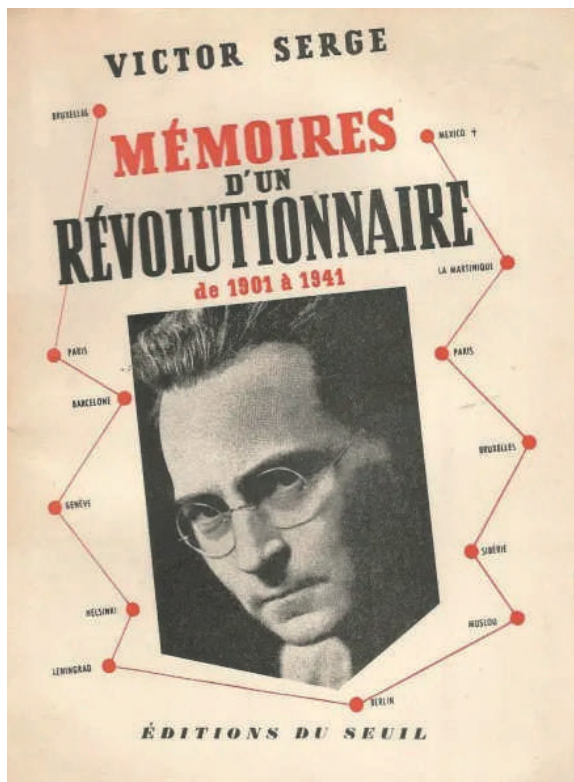
La connivence secrète entre le communisme totalitaire et les autres formes de mentalité totalitaire ne peut être comprise qu'à la lumière de l'étude psychologique. (Nous parlons de *mentalités* sans vouloir diminuer l'importance des faits économiques et politiques proprement dits)

Sur son terrain propre, celui de l'*économie politique*, le mouvement socialiste des trente dernières années a méconnu la colossale importance de la technologie nouvelle qui, réalisant d'immense progrès, a augmenté, dans des proportions colossales, la capacité de production de l'industrie tout en amoindrissant la main-d'œuvre. La classe ouvrière, divisée en aristocratie et couches inférieures, a perdu son homogénéité ; la technologie en a voué une partie grandissante au chômage chronique et à la démoralisation ; les techniciens ont acquis dans la société une position stratégique de premier ordre. Il est tout à fait raisonnable de parler de la révolution industrielle du temps présent et de conclure, que cette révolution bouleverse les proportions, les rapports, la condition des classes sociales. Sans doute est-ce de ce fait que des catégories sociales considérées par le marxisme classique, comme secondaires par rapport au prolétariat et à la bourgeoisie, les classes moyennes renouvelées, ont joué dans l'histoire récente un rôle décisif : bureaucratie russe, fascisme, nazisme, fronts populaires.

Une étude nouvelle de la technologie dans ses rapports avec la structure même de la société, s'impose. Elle révélerait probablement que l'affaiblissement des classes ouvrières par la technologie moderne a joué un rôle plus grand dans les défaites du socialisme européen que la myope modération du réformisme et le machiavélisme élémentaire du Komintern.

Le rôle de l'État

Les théories socialistes traditionnelles concernant l'État, valables il y a un demi-siècle



et davantage, réclament une mise à jour non moins sérieuse. Les fonctions coercitives de l'État bourgeois, «instrument de la défense, de l'exploitation d'une classe par une autre», si durement analysées par Marx, Engels et leurs continuateurs, ont décliné en importance dans les États démocratiques (bourgeois) tandis que l'État se consacrait davantage à l'organisation des transports, des communications, des échanges, de l'hygiène et de l'instruction.

Dans les pays totalitaires, l'État a prodigieusement développé ses fonctions de coercition tout en assumant l'organisation de la production et de la consommation et la direction de la vie intellectuelle.

L'«abolition révolutionnaire» de l'État (quel qu'il soit), encore préconisée par quelques anarchistes, est de toute évidence à reléguer au magasin des curiosités de l'utopisme. L'«État-Commune» libertaire des bolcheviks de 1917 a fait une faillite complète. La théorie du «dépérissement de l'État», formulée par Lénine, mourut, sans bruit du vivant de Lénine.

La tendance du développement des sociétés modernes est à l'extension et à la transformation des fonctions de l'État. C'est parce qu'elle contenait sur ce chapitre trop d'utopisme que la pensée socialiste n'a découvert le totalitarisme que lorsqu'elle s'est trouvée

devant le terrible fait accompli. (L'opposition dont j'ai fait partie en Russie a succombé dans la lutte contre le totalitarisme montant, mais sans clairement s'en rendre compte.)

On doit à Hilferding le premier essai sérieux d'un auteur socialiste sur l'État totalitaire. Hilferding l'écrivit en 1938 ou 1939, une douzaine d'années après l'installation définitive du totalitarisme en URSS, plus de quinze ans, après la prise du pouvoir par le fascisme italien, cinq ou six ans après l'avènement de Hitler¹.

Le véritable problème actuel est celui de la compatibilité pleine de l'économie planifiée (collectiviste) avec la démocratie et la liberté individuelle. Il préoccupe bon nombre de socialistes et de libéraux américains; il ne fume pas même posé dans les publications socialistes d'Europe.

Doctrines nouvelles de la liberté

La doctrine de la liberté (de la démocratie, celle-ci étant l'organisation de la liberté des citoyens) du mouvement socialiste semble, si l'on se borne à consulter la littérature courante, se fonder encore sur les idées du libéralisme-humanisme de la bourgeoisie révolutionnaire et sur la tradition, des démocraties parlementaires. Ce sont d'honorables sources, mais insuffisantes et pratiquement périmées. La cause de la liberté est gravement menacée à l'époque de la montée des économies planifiées, étatiques, qui seront tentées de planifier à leur gré l'information, la presse, l'éducation, l'expression imprimée de la pensée. Comment concevoir, comment organiser la liberté de la presse après la socialisation (nationalisation) des grands journaux et la nationalisation des trusts? Dès demain la question risque de se poser en France - et ailleurs - mais je n'ai pas vu un seul article qui en parlât.

Comment, dans l'action action, concilier l'intransigeance de la conviction ferme avec la tolérance et le respect de «celui qui pense autrement» réclamé autrefois par Rosa Luxemburg? On aperçoit la nécessité d'une

1. Dès 1919, le bolchevisme commence à dénier à tous les dissidents de la révolution le droit à l'existence politique. (Note de Victor Serge.)

éducation psychologique qui a fait défaut au marxisme d'hier².

Une doctrine nouvelles de la liberté pourrait avoir, croyons-nous, les fondements suivants: a) la connaissance des besoins psychologiques fondamentaux auxquelles répond l'aspiration à la liberté à travers son conflit avec l'aspiration à la soumission-sécurité; b) l'évidence, nécessité de la recherche scientifique libre; c) l'évidence utilité - du point de vue du rendement économique, même - de la liberté d'initiative, de proposition et de critique au sein de la production planifiée, c'est-à-dire de la démocratie du travail³; d) la tradition des institutions démocratiques répondant à l'évidente utilité du contrôle de tous les citoyens sur la gestion de la production et sur la vie politique; e) le fait que la technologie moderne permettait d'assurer assez facilement un niveau élevé de bien-être et partant de sécurité matérielle aux citoyens des pays industrialisés; f) le fait que le sentiment de liberté est inséparable du sentiment de sécurité.

Traduire tout ceci, en termes de revendications et de propositions n'est certes pas facile; mais il est probablement périlleux de ne le point faire.

Renouveler le socialisme

Aucune des questions théoriques que nous venons de considérer schématiquement n'est étrangère à l'action politique immédiate - bien, au contraire. Mais celle-ci est surtout dominée par une situation historique nouvelle qui ne nous permet pas de penser dans les termes de l'action politique de 1917-1920, précisément parce que notre époque est infiniment plus complexe et plus

profondément transformatrice que celle de la fin de la Première Guerre mondiale. Le socialisme paraissait alors devoir être l'œuvre de la classe ouvrière. «accomplissant sa mission historique»; les nécessités techniques de la production moderne et celle de la reconstruction du continent européen conduisent maintenant d'elles-mêmes à l'application des principaux articles du programme socialiste.

Et désormais, c'est évidemment trop peu... Pendant la période de reconstruction, les classes ouvrières récupérèrent vraisemblablement une puissance considérable. Les régimes totalitaires produisent (nous en sommes convaincus pour avoir longtemps vécu sous le plus achevé de ces régimes) une très vigoureuse et profonde réaction antitotalitaire, c'est-à-dire que tout en intoxiquant les jeunes générations, ils nourrissent en elles des aspirations confuses qui les rendent particulièrement réceptives à la liberté. L'interdépendance croissante des nations devrait se traduire par une internationalisation des sociétés...

Pour toutes ces raisons, le socialisme, mouvement et pensée, semble avoir devant lui un grand avenir. Sa situation immédiate n'en est pas moins tragiquement difficile. L'insuffisance de son armement intellectuel, à laquelle il ne sera vraiment possible de remédier qu'à une époque de relèvement, l'affaiblit pendant que le totalitarisme communiste, exploitant encore le capital d'une grande révolution le sape à l'intérieur avec le concours d'une formidable machinerie étatique. Le combat n'est plus comme autrefois *entre deux forces* (en termes schématiques): capitalisme contre socialisme, réaction contre révolution. *Un troisième facteur s'est ajouté*, le totalitarisme de l'URSS.

Jamais il ne fut plus nécessaire d'y voir courageusement clair et de travailler à faire du nouveau.

2. Rendons justice à Rosa Luxemburg, qui, dès 1918, adressait aux bolcheviks ce grave reproche. (Note de Victor Serge.)

3. J'ai exposé les idées et les faits dans *Lénine 1917 et L'An 1 de la Révolution russe*. Rien de plus caractéristique de l'erreur des bolcheviks que tel projet de réglementation minutieuse de la répartition des vivres, écrit de la main de Lénine; le projet de militarisation du travail de Trotsky; les schémas économiques publiés par Boukharine à la veille de la NEP; la funeste obstination du comité central à persévérer dans les voies du communisme de guerre, alors que le pays en mourait manifestement; les répressions d'Astrakhan et de Cronstadt; la suppression de tous les partis et groupement, ouvriers révolutionnaires par le Parti communiste.

